

Ceuta et Melilla : Rabat veut négocier, Madrid oppose une fin de non-recevoir P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 23 août 2026 / N° 1408 / PRIX 20 DA



Jeux méditerranéens 2026
L'Algérie U21
frappe un grand
coup d'entrée face
au Kosovo P16

AGRA 2026 : la présidente slovène visite le pavillon national LE « MADE IN ALGERIA » À LA CONQUÊTE DE L'EUROPE CENTRALE

La présence de l'Algérie à l'AGRA 2026 prend une dimension particulière avec la visite de la présidente slovène au pavillon national. Une occasion pour les entreprises algériennes de mettre en avant leur savoir-faire et leurs produits, dans l'ambition de renforcer leur présence sur les marchés d'Europe centrale et de donner un nouvel élan aux échanges commerciaux entre les deux pays. P2



Droits de l'Homme, paix et sécurité L'ALGÉRIE APPELLE À RENFORCER LA COORDINATION AFRICAINE P4



Fin des travaux de la 14^e université
d'été sahraouie
**« LE DROIT INALIÉNABLE
À L'AUTODÉTERMINATION »** P5

Tout en plaidant à fond en faveur de l'indépendance économique du pays Goudjil met en lumière les orientations du président Tebboune

Figure historique de la Guerre de libération et ancien numéro deux de l'État, Goudjil a livré un plaidoyer appuyé en faveur de l'indépendance économique, qu'il qualifie de condition sine qua non de la liberté de décision politique de l'Algérie. À ses yeux, l'accession à l'indépendance en juillet 1962 ne constituait que la première phase d'un combat institutionnel beaucoup plus vaste, à savoir celui de la réappropriation des leviers de commande de l'économie, alors sous domination étrangère. P4



Une clinique privée décroche une accréditation internationale

La clinique Chahids Mahmoudi de Tizi-Ouzou vient de franchir un nouveau cap en matière de qualité des soins. L'établissement privé a obtenu l'accréditation Qmentum International, délivrée par Agrément Canada, un organisme international de référence dans l'évaluation de la qualité et de la sécurité des soins. L'annonce a été faite vendredi par la direction de l'hôpital, qui présente cette certification comme une première en Algérie pour un établissement hospitalier privé. Le parcours vers cette reconnaissance a débuté à la fin de l'année 2023. Durant près de trois ans, l'ensemble des équipes de la clinique a été mobilisé autour d'un vaste processus d'évaluation et d'amélioration des pratiques. L'objectif était de mettre l'établissement en conformité avec les standards internationaux, notamment en matière de sécurité des patients, de gestion des risques, d'hygiène, de prévention et de contrôle des infections, ainsi que de compétences professionnelles. Cette démarche aura finalement permis à la clinique Chahids Mahmoudi de franchir avec succès les différentes étapes du processus d'accréditation et d'obtenir cette reconnaissance internationale. Au-delà de la performance de l'établissement, cette certification constitue un signal important pour le secteur de la santé en Algérie. Elle témoigne de la possibilité, pour les structures nationales, de s'inscrire dans des démarches d'évaluation fondées sur des référentiels internationaux. Pour la direction de l'hôpital, cette accréditation devrait également contribuer à renforcer la confiance des patients et à encourager les établissements de santé à faire de l'amélioration continue de la qualité une priorité. « Elle positionne l'Algérie parmi les pays engagés dans une démarche qualité selon les standards mondiaux, contribue à renforcer la confiance des patients envers le système de santé et encourage une dynamique d'amélioration continue de la qualité des soins », souligne l'établissement dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Inaugurée en 2016, la clinique Chahids Mahmoudi s'était initialement spécialisée dans la prise en charge des cancers. Elle a depuis élargi ses activités à plusieurs spécialités médicales et chirurgicales, devenant l'un des principaux établissements hospitaliers privés du pays. Cette nouvelle accréditation pourrait ainsi ouvrir la voie à une généralisation des démarches de certification et d'évaluation internationale au sein des établissements de santé algériens.

R. N.

AGRA 2026 : LA PRÉSIDENTE SLOVÈNE VISITE LE PAVILLON NATIONAL
Le « **Made in Algeria** » à la conquête de l'Europe centrale

La présidente de la République de Slovénie, Nataša Pirc Musar, a visité hier le pavillon algérien au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation AGRA 2026, qui se tient du 22 au 26 août à Gornja Radgona, en Slovénie.

PAR MAHREZ Z.

L'Algérie participe à ce salon en qualité d'invitée d'honneur, avec une forte présence d'opérateurs, dont des représentants de la Chambre nationale d'agriculture, en vue de mettre en avant la qualité et la diversité des produits ainsi que les capacités de production des secteurs agricole et agroalimentaire. La présidente slovène, accompagnée d'une importante délégation, a pris connaissance des différents produits agricoles algériens présentés au pavillon national, où elle a été accueillie en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, haut représentant de l'Algérie à cette manifestation, ainsi que de l'ambassadrice d'Algérie en Slovénie. La participation algérienne intervient dans un contexte de net renforcement des relations entre l'Algérie et la Slovénie et constitue une occasion de présenter les potentialités agricoles et agroalimentaires nationales aux professionnels et opérateurs présents à cette manifestation internationale. Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de représenter l'Algérie à l'AGRA 2026, Kamel Baddari a transmis les saluta-

tions fraternelles du président de la République au peuple et au gouvernement slovènes, a indiqué hier un communiqué du ministère. Le ministre a souligné que la participation algérienne au Salon AGRA 2026 vise notamment à valoriser les capacités agricoles et agroalimentaires nationales, à faire connaître la qualité et la diversité des produits algériens sur les marchés européens et à conclure des partenariats économiques entre les deux pays. Il a également rappelé la volonté commune des dirigeants algériens et slovènes de traduire les accords bilatéraux en projets d'investissement concrets et de renforcer le transfert mutuel de technologies. Dans ce cadre, il a souligné que la Slovénie offre un environnement commercial favorable aux produits algériens et constitue une passerelle vers les marchés de l'Europe centrale. L'Algérie représente, de son côté, selon les déclarations du ministre, un espace d'investissement prometteur et la principale porte d'accès au continent africain pour la Slovénie. Kamel Baddari a, par ailleurs, indiqué que la participation algérienne à l'AGRA 2026 s'inscrit dans le cadre d'un agenda bilatéral dynamique et structuré, rappelant que l'amitié et la coopération économique entre les

deux pays se nourrissent de la continuité des échanges. Le ministre a également présenté les réformes engagées par l'Algérie pour moderniser son modèle agricole, notamment à travers la mise en valeur des terres dans le Sud et les Hauts Plateaux ainsi que l'extension des surfaces irriguées, qui constituent des axes importants de la stratégie agricole nationale. Il a, en outre, mis en avant le rôle de l'université, de la recherche scientifique et de l'intelligence artificielle dans le développement d'une agriculture de précision et durable, fondée sur la technologie et l'innovation. Pour l'Algérie, a-t-il rappelé, la réalisation de la sécurité alimentaire constitue un impératif de sécurité nationale et d'indépendance stratégique. La présence algérienne à l'AGRA 2026 s'appuie notamment sur la participation de la Chambre nationale d'agriculture, qui présente différents produits agricoles nationaux à valeur ajoutée et disposant d'un potentiel de compétitivité sur les marchés internationaux. Cette participation devrait permettre de mieux faire connaître l'offre algérienne et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux produits nationaux. Elle vise également à encourager les producteurs et les opérateurs économiques à éta-



blir des partenariats avec leurs homologues étrangers. L'AGRA 2026 compte parmi les plus importantes manifestations internationales consacrées à l'agriculture et aux industries agroalimentaires. Le Salon réunit des producteurs, des exportateurs, des investisseurs, des fabricants d'équipements agricoles ainsi que des professionnels du secteur agroalimentaire issus de différents pays. La manifestation constitue également une plateforme consacrée aux dernières technologies et innovations dans les domaines des machines et équipements forestiers et agricoles, ainsi qu'aux matériels destinés à la transformation et au conditionnement des produits alimentaires. Pour les entreprises algériennes, le Salon représente une occasion de promouvoir leurs produits, de renforcer leurs relations commerciales et d'explorer de nouvelles possibilités de partenariat, d'investissement et d'exportation. Il leur permet également de prendre connaissance des dernières évolutions techniques et professionnelles sur les marchés européens et internationaux. ■

HAMMAMET, TUNIS, SIDI BOU SAÏD, LES SITES NE DÉSEMPLISSENT PAS
La Tunisie conquiert les touristes

PAR IDIR MEHDAOUI

La Tunisie confirme son statut de « carrefour incontournable » pour les vacanciers du monde entier. Si le pays séduit massivement, de l'Europe de l'Est jusqu'aux frontières de l'Asie, la dynamique sur le terrain évolue. Immersion au cœur du secteur hôtelier, avec un témoignage exclusif. Pour comprendre cette effervescence, il faut écouter les professionnels qui la vivent et la gèrent au quotidien. M. Farsi Wahid, directeur de la restauration à l'hôtel Zénith, à Hammamet, confirme une reprise spectaculaire : « Depuis la crise du Covid et jusqu'en décembre 2025, nous avons affiché complet. » Pour régaler cette foule, le défi en cuisine est quotidien et impressionnant : en moyenne, ce sont 2 100 repas qui sont servis chaque jour, entre le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner. Pour satisfaire tous les clients, l'établissement mise sur des menus « ultra-variés » et une formule de buffet à volonté qui ne désemplit pas. Une clientèle qui, elle aussi, change de visage cet été. Farsi

Wahid note cependant un changement majeur dans la typologie des clients pour cette haute saison, de juin à septembre 2025. « Alors que, sur cette période, 90 % de nos clients étaient traditionnellement algériens, ils ne représentent plus que 30 % cette année », confie-t-il. L'hôtel mise sur une modularité exemplaire de son offre d'hébergement. Son parc résidentiel s'étend des chambres doubles et triples aux chambres quadruples, idéales pour les séjours en famille. Plus haut de gamme, l'établissement propose également des suites raffinées et même des duplex, un format particulièrement prisé par les voyageurs en quête d'espace et de confort supérieur.

Si la Tunisie a réussi, pourquoi pas nous ?

Avec ses 1 200 kilomètres de côtes, l'Algérie possède un potentiel touristique unique. Quel est donc le facteur décisif qui permettrait de libérer pleinement le secteur du tourisme en Algérie ? Les voyageurs venus de Russie, d'Ukraine et des régions aux

portes de l'Asie de l'Est choisissent de plus en plus le littoral tunisien. Parallèlement, le marché allemand opère un retour en force très remarqué, accompagné par des voyageurs venus d'Europe de l'Ouest, notamment de France et du Royaume-Uni, précise Farsi. Face à cet afflux, les équipes de restauration redoublent d'efforts. Servir 2 100 repas par jour à une clientèle aussi diversifiée demande une adaptation constante des saveurs, entre spécialités locales tunisiennes, plats traditionnels maghrébins pour les 30 % de clients algériens et cuisine internationale. Ce succès prouve que la Tunisie réussit son pari de diversification. En s'ouvrant massivement à de nouveaux marchés, les hôtels tunisiens deviennent de véritables « mosaïques culturelles », où se croisent plusieurs langues autour d'une même table. Loin de l'ambiance des stations balnéaires, Tunis, la capitale, accueille chaque jour des milliers de touristes. La ville est devenue une étape « incontournable » pour les voyageurs. Les visiteurs se pressent massivement au cœur de la médina

pour admirer la majestueuse mosquée Zitouna (Jamaâ ez-Zitouna), véritable chef-d'œuvre architectural, avant de s'imprégner des senteurs et des couleurs uniques du mythique marché de la Zitouna. La grandiose cathédrale Saint-Vincent-de-Paul de Tunis, idéalement située face à l'avenue Habib-Bourguiba, saisit les touristes par son style romano-byzantin, témoignant du patrimoine pluriel et tolérant de la capitale. À quelques kilomètres de là, le village perché de Sidi Bou Saïd est littéralement bondé de touristes du matin au soir. Ce « paradis blanc et bleu » ne désemplit pas. Les voyageurs du monde entier s'y bousculent pour flâner entre les bougainvilliers, déguster un thé aux pignons au Café des Délices et immortaliser sa vue panoramique légendaire sur la mer Méditerranée. Aujourd'hui, l'Algérie dispose de tous les atouts pour booster son propre tourisme et s'affirmer comme une destination d'excellence, en valorisant l'immensité de son Sahara, la richesse de son patrimoine culturel et la splendeur de son littoral encore préservé. ■

L'EXPRESS

Quotidien national d'information édité par la

SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.



AFFAIRE DES 10,4 MILLIONS DE PSYCHOTROPES

L'identité des 25 narcotrafiquants dévoilée

Après le démantèlement d'un vaste réseau international de trafic de stupéfiants, les autorités judiciaires ont dévoilé l'identité des 25 suspects arrêtés dans le cadre de l'affaire des 10,4 millions de capsules de psychotropes saisies. Présentés devant la justice, ils ont été placés en détention provisoire, tandis que l'enquête se poursuit pour retrouver les autres membres présumés du réseau.

PAR BOUALEM B.

La Sûreté nationale a porté un coup sévère au trafic de drogue avec le démantèlement d'un réseau international organisé et la saisie de 10,4 millions de capsules de pré-gabaline et 33,4 kg de cocaïne pure, pour une valeur marchande estimée à 1 000 milliards de centimes. Menée par le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLC-TIS), l'opération a été préparée depuis janvier. Le réseau était dirigé depuis le Maroc par des individus recherchés par la justice algérienne, avec des relais financiers à Dubaï et des complices en France. Après avoir identifié les itinéraires des cargaisons en provenance des wilayas du Sud, les enquêteurs du Groupement des opérations spéciales de la police (GOSP) ont lancé des opérations simultanées à Oran, Tizi-Ouzou, Alger, Blida et Tipaza. Au total, 25 membres du réseau, dont une femme et un ressortissant mauritanien, ont été arrêtés. Ils ont été placés en détention provisoire et présentés devant le procureur de la République près le pôle pénal national de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, au tribunal de Sidi M'hamed. L'opération a également permis la récupération de 19 véhicules, d'un camion semi-remorque citerne, de trois motocyclettes et de plus de 1,5 mil-

liard de centimes en liquide. Selon le pôle pénal spécialisé, l'enquête a permis d'identifier un groupe criminel organisé de 50 individus. Vingt-cinq autres suspects, de nationalités algérienne, marocaine et néerlandaise, sont toujours en fuite et font l'objet de recherches. Au-delà de l'ampleur de la saisie, cette opération met en évidence les ramifications internationales des réseaux de narcotrafic et la menace qu'ils représentent pour la société, particulièrement pour la jeunesse. La saisie de quantités aussi importantes de psychotropes et de cocaïne révèle l'existence d'une organisation structurée, disposant de relais à l'étranger et de moyens logistiques considérables. Le démantèlement de ce réseau constitue ainsi un sérieux revers pour les trafiquants et confirme la détermination des services de sécurité à lutter contre la criminalité organisée et à protéger la jeunesse. Le ministère de l'Intérieur a salué cette opération et adressé ses félicitations aux éléments de la DGSN, rendant hommage à leur mobilisation. Il a également souligné la portée symbolique de cette intervention, intervenue à l'occasion de la commémoration du 20 Août, double anniversaire de la Journée du Moudjahid et des attaques du Nord-Constantinois, ainsi que de la Conférence de Soummam. À la suite de l'enquête préliminaire menée par le Service central de lutte contre le

trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) de la Sûreté nationale, un « groupe criminel organisé composé de 50 individus, dont des étrangers, a été identifié, et 25 de ses membres ont été appréhendés en flagrant délit », a indiqué le tribunal, qui a dévoilé l'identité des narcotrafiquants arrêtés. Il s'agit de Gachtouli Riad (47 ans), Aghremio Khaled (40 ans), Aghremio Samir (46 ans), Aghremio Smaïl (48 ans), Bouhas Mourad (60 ans), Bouzina Youcef (36 ans), Mahouas Zakaria (33 ans), Hamouche Noureddine (36 ans), Bekhdouma Mohamed (37 ans), Mohamedi Bilal (39 ans), Gouri Abderrahmane (38 ans), Bendris Abdelaziz (38 ans) et Bourezak Ouahib (62 ans). Le groupe comprend également « le dénommé Adoune Amine, dit "Minoucha" (36 ans), le dénommé Kassed Mohamed (36 ans), le dénommé Sekkou Djamel (31 ans), le dénommé Mahmoudi Hakim (23 ans), le dénommé Messak Hamza (31 ans), la dénommée Mohammedi Nawel (48 ans), le dénommé Betka Houari (44 ans), le dénommé Betka Aziz (29 ans), le dénommé Dahaoui Mohamed (28 ans), le dénommé Mellouk Mohamed Chakib (25 ans), le dénommé Ould Laroussi Mahfoud (49 ans), tous de nationalité algérienne, ainsi que le dénommé Sidna Frey (32 ans), de nationalité mauritanienne », a précisé le tribunal de Sidi M'hamed dans son communiqué. ■

Le RC Kouba rejette toute implication dans l'affaire

La direction du RC Kouba a rejeté ce qu'elle qualifie de « tentatives d'impliquer le nom du club dans une affaire judiciaire qui ne le concerne ni de près ni de loin ». Il s'agit de la première réaction du club algérois après la citation du nom de son ancien directeur sportif, Ouahib Bourezak, dans l'affaire portant sur la saisie d'une importante quantité de drogue. Dans un communiqué, la direction du club a précisé que Ouahib Bourezak avait quitté le RC Kouba il y a près de deux saisons, soulignant qu'il « n'a plus aucun lien professionnel avec le club ». Le club algérois a également insisté sur son plein respect des lois et de la justice, ainsi que sur sa confiance dans les institutions de l'État compétentes. Il a affirmé que le RC Kouba est « trop important pour être impliqué dans des affaires qui portent atteinte à la



société algérienne et menacent son équilibre ». La direction a ajouté que le club avait formé des générations qui ont fait honneur à l'Algérie sur les scènes

internationale et continentale et qu'il « continue à jouer son rôle dans la promotion des principes et des valeurs nobles, en tant qu'association sportive consciente de ses responsabilités envers la société et la patrie ». La veille, le parquet avait rendu publics les noms et les photos des suspects dans l'affaire de la saisie de plus de 10 millions de comprimés psychotropes et de 33 kilogrammes de cocaïne, considérée comme l'une des plus importantes opérations menées par les services de la Sûreté nationale. La liste des 25 suspects comprend notamment le nom de Ouahib Bourezak, une révélation qui a suscité l'émotion dans le milieu sportif algérien, notamment en raison de ses anciennes fonctions de directeur sportif, un poste directement lié à la gestion du club et au suivi des catégories de jeunes.

Éditorial l'EXPRESS

ÉCHEC À LA PRÉGABALINE !

PAR NOURREDINE B.

Habituée, quelque peu, et à son corps défendant, aux prises épisodiques de malfaiteurs criminels rompus à l'exercice du narcotrafic, l'Algérie s'est réveillée ce week-end avec un gros mal de crâne, tant le « butin » tombé dans les filets de la Police, cette fois, défie presque l'entendement. Et pour cause. 10,4 millions de capsules de pré-gabaline et 33,4 kg de cocaïne saisis, 25 personnes, dont un ressortissant étranger, arrêtées, 25 autres en fuite à l'étranger et, enfin, une flotte de 19 véhicules, dont un camion-citerne aménagé, arraisonnée. Comme sorti tout droit d'un film hollywoodien, mais désespérément réel, pourtant. La déclinaison de l'identité et du statut social des membres de ce réseau criminel transnational en rajoute une couche à l'atmosphère anxieuse ambiante. Il ne s'agit plus de petits paumés opérant à la sauvette, mais de véritables mentors usant de techniques sophistiquées, à l'instar de celles des cartels internationaux, et qui avaient pour mission, au-delà de l'aspect hautement lucratif du narco-commerce, de déstabiliser, sur injonction du Maroc et de ses affidés, l'Algérie en inondant simultanément les grands centres urbains du Nord, d'Alger à Oran, en passant par Blida, Tizi-Ouzou et Tipaza. C'est ce qu'a révélé l'enquête menée par le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS), au terme de plus de sept mois d'investigations poussées. L'occurrence géographique, à travers le Grand Sud, la permissivité de certaines zones grises et la vulnérabilité de la bande sahélienne donnent la voie au stockage et à l'acheminement des cargaisons illicites, avec la bénédiction du Royaume psychédélique du coin et de son Makhzen. Mais c'était sans compter sur l'État algérien et ses institutions sécuritaires. De fait, grâce à la convergence des compétences de la Sûreté nationale (DGSN), de l'Armée nationale populaire (ANP) et des Douanes algériennes, les forces de sécurité ont transformé les frontières et les centres urbains en un maillage territorial étanche. Une maîtrise opérationnelle totale, solidement assise sur une vigilance sans faille, vient ainsi s'adosser au durcissement de la réponse politique et juridique en vigueur. Dans ce contexte, la loi n° 23-05 prévoit désormais la réclusion à perpétuité pour les chefs de réseaux, tout en introduisant un mécanisme d'intéressement pécuniaire destiné à encourager les signalements citoyens et à briser l'omertà autour des réseaux de dealers. C'est sous cet angle qu'il convient de mesurer l'étendue du coup de filet magistral réussi par l'Algérie et porté contre une véritable logistique criminelle aux ambitions industrielles.

Droits de l'Homme, paix et sécurité
L'Algérie appelle à renforcer la coordination africaine

L'Algérie a plaidé pour une meilleure articulation entre les droits de l'Homme, la paix et la sécurité en Afrique, à l'occasion de la réunion consultative annuelle entre le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) et la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP). La rencontre a été présidée par l'ambassadeur d'Algérie, Représentant permanent auprès de l'UA, Mohamed Khaled, en sa qualité de président en exercice du CPS. Les échanges ont porté sur les moyens de faire des droits de l'Homme un instrument de prévention et de règlement des conflits, mais aussi un facteur de consolidation d'une paix durable sur le continent. Dans son allocution d'ouverture, Mohamed Khaled a souligné que la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales constitue l'un des fondements d'une paix et d'une stabilité durables en Afrique. Il a appelé à approfondir la coopération entre le CPS et la CADHP et à traduire leurs engagements communs en mesures concrètes. L'ambassadeur algérien a également insisté sur le rôle des organisations non gouvernementales dans l'alerte précoce, la prévention des conflits, la médiation et la consolidation de la paix. Il a toutefois appelé ces organisations à préserver leur crédibilité et à éviter toute instrumentalisation au profit d'agendas politiques ou d'intérêts particuliers. Mohamed Khaled a, par ailleurs, plaidé pour un meilleur suivi des décisions et recommandations adoptées par les différents organes de l'UA. Il a proposé, à cet effet, la mise en place d'une matrice de suivi destinée à renforcer la coordination et à harmoniser les efforts de l'organisation continentale. Dans le même esprit, il a suggéré l'organisation, tous les deux ans, d'une réunion regroupant le CPS et les différentes commissions et instances de l'UA compétentes en matière de droits de l'Homme, de gouvernance et de démocratie. L'objectif serait de renforcer la coordination et d'améliorer l'efficacité de l'action africaine. De son côté, le président de la CADHP, Idrissa Sow, a mis en avant le rôle de la Commission dans la promotion d'une approche intégrée associant droits de l'Homme, paix et sécurité. Il a notamment cité les mécanismes liés à la justice transitionnelle, à l'agenda « Femmes, paix et sécurité », à la protection des personnes déplacées de force, à la prévention de la torture et à la protection du droit à la vie et des défenseurs des droits humains. Il a également souligné l'importance de renforcer les mécanismes d'alerte précoce dans le domaine des droits humains afin d'améliorer les capacités de prévention et de réaction face aux crises. Le président de la CADHP a, en outre, appelé à placer les droits de l'Homme au cœur des priorités de l'action africaine, à renforcer les mécanismes judiciaires et à approfondir la coopération avec le CPS, notamment à travers l'organisation de missions conjointes dans les zones de conflit, conformément aux cadres de l'UA. Le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA, Bankole Adeoye, a, pour sa part, insisté sur la nécessité de renforcer la complémentarité entre les différents mécanismes de l'organisation dans les domaines des droits de l'Homme, de la paix et de la sécurité. Il a également appelé au développement de dispositifs plus efficaces d'alerte précoce, de prévention des conflits et de réponse aux violations susceptibles de compromettre la stabilité des États et des sociétés africaines.

CEUTA ET MELILLA

Rabat veut négocier, Madrid oppose une fin de non-recevoir

Après avoir relancé ses revendications sur Ceuta et Melilla, Rabat propose à Madrid l'ouverture d'un mécanisme de dialogue pour discuter de l'avenir des deux enclaves. Une initiative qui intervient sur fond de tensions migratoires et de crispations entre les deux pays. Madrid, de son côté, oppose une fin de non-recevoir catégorique et réaffirme que la souveraineté espagnole sur Ceuta et Melilla n'est pas négociable.

PAR MAHDI B

Trois semaines après le chantage aux migrants illégaux exercé par le Maroc contre l'Espagne, avec plus de 72 000 personnes ayant franchi le « Rubicon » à Ceuta, la situation politique et humanitaire reste au point mort dans la zone espagnole, par ailleurs pleinement intégrée à l'espace européen. Jusqu'à maintenant, et selon les autorités espagnoles, plus de 2 000 personnes, dont des mineurs, vivent toujours sur place dans des conditions extrêmement précaires. Leur prise en charge est devenue un sujet politique complexe pour le gouvernement espagnol. Car la question de l'accueil des migrants est également devenue un sujet de confrontation politique entre le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez et les régions espagnoles, largement dirigées par la droite. Le ministère de la Jeunesse et de l'Enfance a décidé de transférer en urgence vers l'Espagne continentale 500 jeunes filles de moins de 18 ans, afin de les extraire de l'enfer de Ceuta et de les mettre à l'abri dans des familles d'accueil. En vertu du droit espagnol, l'État a en effet un devoir de protection envers les migrants mineurs non accompagnés jusqu'à leur majorité. Sur le plan politique, cependant, c'est là que la bataille la plus féroce fait rage entre Madrid et Rabat, qui a de nouveau sorti ses « crocs », sept siècles après l'annexion par l'Espagne de villes marocaines aujourd'hui connues comme étant des enclaves espagnoles. Certes, Madrid a rétrocedé au Maroc plusieurs anciennes possessions espagnoles, dont Tétouan, mais conserve Ceuta, Melilla et certaines îles, dont celle de Perejil (îlot



Leïla). Et jusqu'à cette crise migratoire de l'été 2026, alors que le Makhzen exerce constamment une pression politique sur Madrid sous forme de « lâchers humains » sur ces enclaves, notamment pour atteindre certains objectifs inavoués, dont celui de l'occupation du Sahara occidental, jamais Rabat n'avait officiellement revendiqué la propriété de ces enclaves, du moins avec une telle insistance. Cette année, la crise migratoire intervenue à Ceuta a exacerbé les relations en dents de scie entre Madrid et Rabat. Dans ce bras de fer, l'Espagne dispose d'un levier non négligeable face au Maroc, dont l'économie locale dépend notamment des fournitures de gaz, de pétrole et d'électricité en provenance du royaume d'Espagne. Mais le Makhzen est allé cette fois-ci plus loin : il revendique officiellement la souveraineté sur les deux enclaves de Ceuta et Melilla et le fait par la voix de son ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi. Pour ce faire, Rabat propose la

mise en place d'un mécanisme de dialogue destiné à aborder la question de l'avenir de Ceuta et Melilla. En face, Madrid, par le biais de son ministère des Affaires étrangères, rejette ces revendications et réaffirme la souveraineté espagnole sur les deux villes, qui font également partie de l'espace européen. En fait, Rabat a de nouveau fait sortir de son chapeau de Merlinpinpin sa revendication sur Ceuta et Melilla, qu'il a placée au cœur de ses prétentions territoriales. Vendredi dernier, le ministre marocain de la Justice, Abdellatif Ouahbi, a défendu les droits « historiques et géographiques » de son pays sur ces deux villes autonomes et proposé la mise en place d'un mécanisme de dialogue avec l'Espagne pour aborder leur avenir. Mais le gouvernement de Pedro Sánchez a réagi rapidement. Des sources au sein du ministère espagnol des Affaires étrangères ont indiqué que l'Espagne avait fait part au Maroc de son rejet catégorique de ces revendica-

tions, réaffirmant que Ceuta et Melilla relèvent de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Espagne et, par conséquent, du territoire de l'Union européenne. En fait, le ministre marocain de la Justice avait formulé les prétentions territoriales du Maroc lors d'un entretien accordé à une chaîne de télévision locale. Il a soutenu que Rabat n'avait aucune intention de renoncer à ses revendications et a fait valoir que cette question devait continuer à faire partie intégrante des relations avec l'Espagne. Selon les prétentions makhzéniennes, les villes de Ceuta et Melilla doivent revenir au royaume chérifien. Rabat avait déjà affirmé, le 12 août dernier, qu'il continuait de revendiquer ces deux villes et que la question restait « sur la table » dans ses échanges avec l'Espagne. Une manière comme une autre pour le Makhzen de maintenir la pression sur le gouvernement socialiste espagnol, autant à travers les lâchers de milliers de migrants, ce qui est proprement criminel puisque des vies humaines sont mises en danger, que dans la recherche de concessions politiques que Rabat voudrait obtenir par le chantage auprès de Madrid sur certaines questions territoriales relevant de l'autorité des Nations unies, dont le dossier sahraoui. Il y a surtout le fait que le Maroc est devenu, aux yeux de ses détracteurs, le cheval de Troie de l'entité sioniste dans la région euromaghrébine, qui chercherait à se venger de Madrid dont les positions politiques, jugées courageuses et humaines par ses soutiens, concernant le génocide à Gaza ont provoqué la colère à Tel-Aviv. ■

TOUT EN PLAIDANT À FOND EN FAVEUR DE L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DU PAYS

Goudjil met en lumière les orientations du président Tebboune

Dans une contribution diffusée par la chaîne d'information Ennahar TV, l'ancien président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, s'est attelé à établir un parallèle entre les nationalisations historiques et les réformes engagées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Figure historique de la Guerre de libération et ancien numéro deux de l'État, Goudjil a, ce faisant, livré un plaidoyer appuyé en faveur de l'indépendance économique, qu'il qualifie de condition sine qua non de la liberté de décision politique de l'Algérie. À ses yeux, l'accession à l'indépendance en juillet 1962 ne constituait que la première phase d'un combat institutionnel beaucoup plus vaste, à savoir celui de la réappropriation des leviers de

commande de l'économie, alors sous domination étrangère. « L'économie nationale n'était pas entre les mains de l'Algérie, mais nous avons commencé aussi à la libérer et à édifier l'État », a-t-il tenu à rappeler. Revenant ensuite sur les jalons de la construction de l'État algérien moderne, le doyen politique a énuméré les décisions souveraines ayant marqué la décennie 1960-1970, notamment « la nationalisation des mines en 1966, puis les banques », avant de souligner que ce processus s'est achevé en 1971 avec la nationalisation des hydrocarbures. « C'est à ce moment-là », précise-t-il, que « nous avons parachevé notre indépendance économique ». Établissant ensuite un pont entre la mémoire révolutionnaire et la conjoncture géopolitique

actuelle, Salah Goudjil a fait observer qu'une souveraineté formelle dépourvue de socle économique autonome exposait les États aux pressions extérieures. « Aujourd'hui, lorsqu'on parle de l'indépendance politique sans l'indépendance économique, cela n'a aucun sens », a-t-il martelé. Selon lui, ce principe cardinal trouve une traduction concrète dans les orientations impulsées par le président Abdelmadjid Tebboune, notamment le maintien d'une politique stricte de refus de la dette extérieure, bilatérale ou multilatérale, la consolidation des réserves de change, le développement de mégaprojets miniers structurants, tels que Gara Djebilet et le projet de phosphate intégré, ainsi que la recherche de la sécurité alimentaire. Résumant sa pensée,

Goudjil a notamment affirmé que la résurgence actuelle de cette approche et de ce concept, ainsi que l'ampleur qu'ils ont acquise, étaient « à porter au crédit du président Abdelmadjid Tebboune, qui, en leur conférant aujourd'hui leur pleine dimension stratégique, a su en faire des leviers d'action centraux », a-t-il vivement soutenu. Enfin, fort de sa trajectoire de militant de la première heure, Salah Goudjil n'a pas manqué d'insister sur la continuité de la doctrine de Novembre 1954 dans les choix stratégiques actuels, déclarant : « En tant que moudjahid et militant qui a vécu toutes ces étapes à travers diverses responsabilités, à la base comme au niveau national, je constate que ce processus est pleinement mis en œuvre », a-t-il conclu.

R. N.

FIN DES TRAVAUX DE LA 14^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ SAHRAOUIE

« Le droit inaliénable à l'autodétermination »

Les travaux de la 14e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de l'Etat sahraoui, ont été clôturés jeudi à l'université M'hamed Bougara de Boumerdès, en présence d'un nombre remarquable de membres du corps diplomatique accrédités en Algérie.

Dans son allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de clôture, le Premier ministre sahraoui, Bouchraya Hammoudi Bayoun, a affirmé, que les Sahraouis, sur tous les fronts de lutte et de combat, dans les camps de la dignité, les territoires occupés et en exil, ne renonceront pas à leur droit inaliénable à l'autodétermination, considérant ce principe comme l'unique voie légitime et conforme à la légalité internationale pour régler le conflit du Sahara occidental. « Les Sahraouis ne renonceront pas à leurs nobles objectifs et comptent sur eux-mêmes pour les réaliser », s'appuyant sur « la justesse de leur cause et le soutien de leurs amis et alliés à travers le monde, à leur tête l'Algérie », a-t-il indiqué. Et d'ajouter que cette Université d'été, qui a toujours constitué un « vaste espace intellectuel permettant d'enrichir les connaissances des cadres dans divers domaines », demeure un « témoin vivant de la profondeur de l'alliance fraternelle entre nos deux peuples et nos deux Etats ». Cette manifestation, a-t-il dit, se renouvelle toujours pour « consacrer l'accompagnement, par l'Algérie digne et fidèle, de la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance, conformément à l'esprit de

l'éternelle Révolution de Novembre ». Il a, à ce propos, précisé que la question sahraouie « bénéficie d'un intérêt particulier au sein de l'Assemblée générale des Nations unies et du Conseil de sécurité de l'ONU, ayant conduit à un processus de règlement visant à parachever la décolonisation et à consacrer le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination », ajoutant que « ce processus n'a pas encore abouti en raison du non-respect de l'occupant marocain la légalité internationale ». M. Bayoune a, en outre, assuré que le peuple sahraoui « après des années de lutte héroïque, ne renoncera pas à son droit à l'existence et à sa dignité, tout en demeurant prêt à participer à l'instauration de la paix dans la région et à servir les intérêts communs des peuples, quel qu'en soit le coût, dans le cadre du respect de la souveraineté, de la garantie de la coexistence pacifique entre les peuples et de la réalisation des aspirations des générations successives à la prospérité, au bien-être et au bon voisinage ». Dans ce contexte, le Premier ministre s'est dit profondément convaincu que « toute solution en dehors de la légalité internationale ne saurait



aboutir à un règlement définitif du conflit, ni instaurer la stabilité dans la région, et ne sera pas acceptée par le peuple sahraoui », soulignant que « toute solution à ce conflit doit être validée par le peuple sahraoui en tant que détenteur de la souveraineté sur son territoire ». Il y a lieu de préciser que la cérémonie de clôture a été marquée par la

présence des représentants des ambassades du Mozambique, du Zimbabwe, de l'Ouganda, du Venezuela, de la Mauritanie, de l'Afrique du Sud, de la Namibie, de Cuba et du Nicaragua, ainsi que l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Khatri Adouh, le président du Comité national algérien de solidarité avec le

peuple sahraoui (CNASPS), Saïd Ayachi, et des représentants d'organisations de défense des droits de l'homme, du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui et de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA). ce qui témoigne de l'importance de la cause sahraouie aux niveaux continental et international. ■

INSPIRÉS PAR LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Les Sahraouis des territoires occupés réaffirment leur rejet de l'occupation marocaine

L'université d'été des cadres du Front Polisario a accueilli une délégation de Sahraouis venus des territoires occupés. Arrivés via la Mauritanie pour rejoindre leurs compatriotes des camps de réfugiés, ils ont regagné leur terre natale dès la clôture de l'événement. Leur présence a permis de porter la voix des Sahraouis sous occupation marocaine en dénonçant la répression, les atteintes aux droits fondamentaux et les politiques discriminatoires menées par les autorités marocaines. Les militants politiques Aziz El-Ouahidi, et Abdelmouli Al-Hafidi ont dépeint à l'Express un quotidien marqué par les arrestations arbitraires, la torture et les humiliations en détention. Selon leurs témoignages, « les prisons marocaines ne désespèrent pas de Sahraouis », cibles de perquisitions illégales, d'abus physiques et psychologiques dès l'incarcération, de mauvais traitements et d'un isolement strict les privant de toute visite. L'emprisonnement des militants politiques sahraouis se fait dans des conditions « extrêmement précaires, dans des cellules surpeuplées de prisonniers de droits communs, tout en les privant de visites familiales pendant de longues périodes », ont-ils dit. Le Makhzen maintient les territoires occupés sous un état de siège permanent afin de l'isoler des observateurs internationaux, des journalistes et des militants. Via ce black-out médiatique, « l'occupant marocain tente de dissimuler la dégradation constante des droits fondamentaux, dont les libertés de réunion et d'association, traque policière au domicile des militants et privation systématique de leurs ressources économiques et asphyxie programmée de leurs moyens de subsistance », dit et Abdelmouli Al-Hafidi. Une tentative vaine, selon notre interlocuteur, d'étouffer un engagement



sahraoui qui refuse catégoriquement toute soumission au royaume du Maroc. Alors que la clôture de cette université d'été coïncidait avec le double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam, les militants sahraouis s'accordent à dire que la Révolution algérienne demeure leur principale source d'inspiration. Pour eux, le mouvement de libération nationale en Algérie constitue le modèle idéal dont ils tirent de précieuses leçons sur la résistance, la ténacité, l'honneur dû aux martyrs et aux détenus, ainsi que sur l'impératif d'unité jusqu'à la victoire. Ils affirment ainsi que « la politique répressive du Makhzen ne les empêchera pas de poursuivre leur combat pour la justesse de leur cause ». Pour El Ouahidi, « l'occupation tente d'imposer au monde l'illusion d'une situation sous contrôle, omettant qu'un ordre fondé sur les armes et la terreur ne fait que retarder une explosion inévitable ». Pour les deux militants, la seule issue légitime reste un référendum d'autodétermination supervisé par l'ONU. « Sans cela, la lutte se poursuivra sous toutes ses formes jusqu'à recou-

vrer l'indépendance de la RASD », martèle Aziz El-Ouahidi « Notre peuple a fait d'immenses concessions au service de la paix : nous avons respecté le cessez-le-feu, accepté le principe du référendum comme compromis et négocié pendant plus de trente ans », rappelle-t-il. Cependant, renoncer à l'autodétermination serait un suicide et un abandon du droit fondamental d'exister en tant que nation. La position des Sahraouis demeure donc claire aux yeux du monde : « nous refusons catégoriquement d'être des sujets royaume du Maroc, convaincus que le colonialisme n'est qu'une parenthèse de l'histoire qui porte en elle les germes de sa propre fin. De leur côté, les Sahraouis des camps de réfugiés de Tindouf rejettent catégoriquement le qualificatif de « otages » que leur attribue le Makhzen, réaffirmant leur engagement total pour l'autodétermination. Ils soulignent d'ailleurs que leurs portes restent grandes ouvertes aux ONG et aux observateurs internationaux, contrairement aux territoires occupés où les missions de l'ONU se heurtent à de nombreux obstacles qui les empêchent d'accomplir leur mission. ■

UA - RASD

Les moyens de renforcer la coopération bilatérale examinés

Le commissaire de l'Union africaine aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, Bankole Adeoye, a reçu vendredi au siège du Conseil de paix et de sécurité africain à Addis-Abeba, le représentant permanent de la République sahraouie auprès de l'UA et Ambassadeur en Éthiopie, Lamine Baali. Les deux parties se sont entretenues sur des sujets d'intérêt commun, abordant notamment les récentes évolutions politiques et sécuritaires sur le continent. Elles ont également examiné les moyens de renforcer leur coopération bilatérale, afin de soutenir efficacement les efforts de l'Union africaine pour la paix, la stabilité et le développement en Afrique. L'ambassadeur sahraoui a passé en revue les derniers développements de la cause sahraouie, soulignant le rôle central de l'institution panafricaine dans la défense des principes de la légalité internationale et du droit international, le respect du droit des peuples à l'autodétermination et le règlement des conflits par des moyens pacifiques, conformément à son Acte constitutif et ses décisions. Il a souligné les progrès accomplis par la cause sahraouie aux niveaux continental et international, insistant sur l'importance de poursuivre les efforts des institutions africaines compétentes pour défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Les deux parties sont convenues de poursuivre les consultations et la coordination sur les questions d'intérêt commun, face aux défis et aux crises qui menacent la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde.

NORMALISATION AFRICAINE

L'IANOR contribue à l'harmonisation de 27 normes sur l'alimentation animale

Réunie à Nairobi du 18 au 20 août 2026, la réunion physique du Comité technique 17 de l'Organisation africaine de normalisation (ARSO/TC 17), consacré aux aliments pour animaux et aux matières premières, a permis de faire avancer l'harmonisation de 27 normes africaines.



FATIHA A.

L'Algérie, représentée par l'Institut algérien de normalisation (IANOR), a pris part activement aux travaux aux côtés de 28 membres et experts issus de 13 États africains. La capitale kényane Nairobi a accueilli, durant trois jours, les travaux du Comité technique 17 de l'Organisation africaine de normalisation (ARSO/TC 17), consacré au domaine des aliments pour animaux et des matières premières. Cette rencontre, qui s'est achevée jeudi 20 août, a réuni 28 membres et experts représentant 13 États membres, autour d'un objectif central : poursuivre l'harmonisation des normes africaines applicables à un secteur stratégique pour les filières d'élevage et la sécurité alimentaire du continent. L'Algérie a participé à cette importante rencontre à travers l'Institut algérien de normalisation (IANOR). Le pays y était représenté par M. Boucheffa Salah, ingénieur et secrétaire du Comité technique national CTN 49, chargé notamment des « productions animales, aliments des animaux et zootechnie ». Selon un communiqué de l'IANOR, la présence de l'expert algérien tout au long des travaux illustre l'implication de l'IANOR dans les mécanismes de normalisation à l'échelle continentale et la volonté de l'Algérie de contribuer à l'élaboration de références communes susceptibles de renforcer

la qualité et la sécurité des produits et intrants destinés à l'élevage. Les discussions du comité ont principalement porté sur l'examen et l'harmonisation de 27 normes africaines couvrant différents maillons de la chaîne de valeur de l'alimentation animale. Parmi les principaux sujets examinés figurent les normes relatives aux aliments composés et aux différentes matières premières utilisées dans leur fabrication. Les experts se sont également penchés sur les bonnes pratiques applicables à la production, à la transformation, au stockage et au transport des aliments pour animaux. Ces travaux revêtent une importance particulière compte tenu du rôle de l'alimentation animale dans les performances des élevages, la qualité des productions animales et, plus largement, la sécurité sanitaire des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine. Le comité technique a également consacré une partie de ses échanges aux méthodes d'échantillonnage et d'analyse. L'objectif est notamment de favoriser une approche harmonisée permettant de disposer de critères techniques et de méthodes communes pour l'évaluation et le contrôle des produits concernés. Au-delà des aspects strictement techniques, les travaux de l'ARSO/TC 17 s'inscrivent dans une démarche plus large visant à réduire les divergences réglementaires et techniques entre les pays africains. L'harmonisation des normes est en effet considérée comme un outil important pour faciliter la circulation des produits et réduire les bar-

rières techniques au commerce. Elle constitue ainsi l'un des leviers susceptibles d'accompagner la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en favorisant davantage de convergence entre les systèmes nationaux de normalisation. Dans ce contexte, la participation de l'IANOR aux travaux de Nairobi traduit la volonté de l'Algérie de renforcer sa coopération avec les organismes de normalisation des autres pays africains et de contribuer à l'élaboration de normes répondant aux réalités et aux besoins des marchés du continent. À l'issue de cette réunion, les travaux de l'ARSO/TC 17 se poursuivront notamment à travers l'examen des commentaires recueillis dans le cadre des consultations nationales. Cette étape devra permettre de consolider les différents projets de normes avant leur progression vers les phases ultérieures du processus d'approbation. Pour l'Algérie, l'implication de l'IANOR dans ce processus permet de valoriser l'expertise nationale dans le domaine des productions animales et de la zootechnie, tout en participant à la construction progressive d'un cadre normatif africain plus cohérent. À travers cette participation, l'Algérie entend ainsi poursuivre son engagement dans la normalisation continentale et contribuer à l'émergence de standards communs susceptibles de soutenir les échanges commerciaux, d'améliorer la qualité des produits et de renforcer l'intégration économique africaine.

R.E.

Poulet congelé à 350 DA/kg

L'Onab renforce son dispositif de déstockage

L'Office national des aliments de bétail (Onab) poursuit le déstockage de quantités importantes de poulet congelé, à travers ses 143 points de vente répartis sur les différentes régions du pays, afin de contribuer à la régulation des prix et à la disponibilité du produit à un prix abordable, fixé à 350 dinars le kg, a indiqué un responsable à l'Onab. L'approvisionnement dans le cadre de cette opération, qui intervient à l'approche de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, est effectué progressivement et quotidiennement pour couvrir l'ensemble des points de vente du groupe à travers les wilayas du pays, notamment via les complexes de l'Est, du Centre et de l'Ouest relevant de l'Onab, ainsi que la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), précise à l'APS, le directeur de l'administration générale de l'Office, Mohamed Said Lalle. Il a ajouté que l'initiative est largement saluée par les citoyens, en raison de la disponibilité du produit dans le réseau de distribution, assurant que le poulet commercialisé par l'Onab répond aux normes en vigueur. A ce titre, M. Lalle a indiqué que les services vétérinaires du groupe public assurent un contrôle quotidien du produit, garantissant sa conformité aux exigences sanitaires. L'écoulement des stocks de poulet congelé a débuté le 10 août dernier, à travers aussi les points de vente relevant des entreprises du groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) au niveau national.

R.E.

Port d'Alger

Le PDG de Serport inspecte l'avancement des travaux du quai n° 17

Le président-directeur général du Groupe des services portuaires (Serport), Ali Boulaâras, a effectué jeudi une visite d'inspection au port d'Alger afin de suivre sur le terrain l'état d'avancement des travaux de réaménagement du quai n°17, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud. Cette visite s'est déroulée en présence du président-directeur général de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), Mohamed Hadji, ainsi que de plusieurs responsables. Elle a permis de faire le point, de manière concrète, sur l'avancement du chantier et les différentes étapes de sa réalisation, tout en examinant les aspects techniques liés au projet. Selon un communiqué de l'EPAL, la visite a également constitué une occasion de s'enquérir des mesures prises pour assurer le bon déroulement des travaux. À cette occasion, l'accent a été mis sur la nécessité de maintenir le rythme de réalisation et de mobiliser les moyens et les ressources nécessaires, afin de permettre l'achèvement du projet dans les délais impartis. La mise en service du quai réaménagé devrait contribuer à renforcer la capacité du port d'Alger en matière d'accueil et de traitement des navires ainsi que ses capacités de manutention. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets visant à développer et à moderniser le port d'Alger. Elle vise également à évaluer directement l'état d'avancement des chantiers et à renforcer la disponibilité des infrastructures portuaires, de manière à répondre aux exigences de l'activité portuaire, améliorer les performances et rehausser la qualité des services proposés.

F.A.

RENOUVELLEMENT DU PARC DE BUS

Le CPA lance une nouvelle formule de financement

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a annoncé, jeudi, la mise en place d'une formule de financement destinée aux professionnels du transport collectif de voyageurs, dans le cadre du dispositif des pouvoirs publics visant à renouveler le parc national de bus âgés de plus de 25 ans, selon l'APS. Cette offre de financement s'adresse aux personnes physiques et morales exerçant une activité autorisée dans le secteur du transport collectif,

leur permettant de financer l'acquisition de nouveaux véhicules auprès de fournisseurs agréés, a précisé la banque dans un communiqué. Le dispositif prévoit une prise en charge pouvant atteindre 90% du prix d'acquisition TTC, avec un apport personnel minimum de 10%, tandis que la durée de remboursement peut aller jusqu'à 10 ans. Le financement est également assorti d'un différé de remboursement de six mois et d'un taux d'inté-

rêt de 5,5% hors taxes, selon la même source. Le CPA invite les professionnels concernés à se rapprocher des agences dédiées afin d'obtenir davantage d'informations et de bénéficier d'un accompagnement dans la concrétisation de leurs projets. La banque indique par ailleurs que les informations relatives aux documents à fournir et aux agences concernées par ce dispositif sont disponibles sur son site internet.

R.E.

ENERGIE

Le GPL algérien prêt à conquérir le marché indien

FATIHA A.

Le gaz de pétrole liquéfié (GPL) algérien pourrait prochainement faire son entrée sur un nouveau marché en Asie, avec la perspective d'un accord entre le groupe pétrolier public Sonatrach et Indian Oil Corporation, l'un des principaux acteurs du raffinage en Inde. Une opération qui pourrait relancer les échanges énergétiques entre les deux groupes et ouvrir de nouvelles perspectives aux exportations algériennes de GPL. Selon des données rapportées par la plateforme spécialisée Ettaqa, Indian Oil envisage de conclure avec Sonatrach un accord portant sur l'importation de cargaisons de GPL algérien à partir de 2027. Cette éventuelle entente devrait contribuer à renforcer les exportations algériennes vers le marché indien et à raviver une coopération commerciale qui avait déjà existé entre les deux compagnies. La conclusion de cet accord intervient dans un contexte marqué par les efforts accrus de l'Inde pour diversifier et sécuriser ses approvisionnements en GPL. Les perturbations ayant affecté le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ont notamment pesé sur les flux énergétiques en provenance du Moyen-Orient, poussant New Delhi à rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement. Dans le cadre de l'accord envisagé, Indian Oil devrait importer chaque mois une importante cargaison de GPL algérien, d'un volume compris entre 45.000 et 55.000 tonnes métriques, soit l'équivalent d'environ 330.000 à 400.000 barils. Le GPL concerné est principalement composé de propane et de butane. Cette opération constituerait ainsi une opportunité pour l'Algérie d'accroître ses exportations de GPL vers l'un des plus importants marchés mondiaux pour ce combustible, particulièrement utilisé dans la cuisson. La demande indienne en GPL connaît une progression soutenue, notamment dans les zones rurales et auprès des catégories à faibles revenus. Le pays dépend fortement des importations pour satisfaire ses besoins, une situation qui renforce l'intérêt de New Delhi pour la diversification de ses fournisseurs. L'Inde s'approvisionne actuellement en grande partie auprès des pays du Golfe. Les importations de GPL en provenance de cette région représenteraient près de 60 % de la consommation nationale. Une forte dépendance qui expose le marché indien aux éventuelles perturbations affectant les routes maritimes stratégiques de la région. Selon les données disponibles, près de 90 % des importations indiennes de GPL en provenance du Moyen-Orient transitent par le détroit d'Ormuz, ce qui

L'Algérie s'apprête à renforcer sa présence sur le marché asiatique des produits énergétiques. La compagnie publique Sonatrach serait en passe de conclure un accord avec l'indienne Indian Oil pour l'approvisionnement, dès 2027, de cargaisons de gaz de pétrole liquéfié (GPL).



explique l'importance accordée par les autorités et les entreprises énergétiques indiennes à la recherche de sources alternatives. L'intérêt d'Indian Oil pour le GPL algérien marque également un rapprochement après une période durant laquelle la compagnie indienne avait privilégié d'autres fournisseurs. Selon des informations rapportées par Reuters, Indian Oil disposait auparavant d'un accord à long terme avec Sonatrach, avant de se tourner davantage vers les approvisionnements en provenance du Moyen-Orient. Le retour du GPL algérien sur ce marché pourrait donc donner une nouvelle impulsion aux relations commerciales entre les deux compagnies. L'attractivité de l'offre algérienne serait également liée à ses conditions tarifaires. Les prix du GPL algérien seraient inférieurs à ceux pratiqués dans le cadre de certains contrats conclus avec le géant saoudien Saudi Aramco. L'accord envisagé entre Indian Oil et Sonatrach porterait par ailleurs sur des cargaisons commercialisées selon des conditions FOB (Free On Board), laissant à l'acheteur la responsabilité du transport maritime à partir du port de chargement. L'Inde a déjà commencé à importer du GPL algérien en juin 2026, confirmant l'ouver-

ture progressive de ce marché aux produits énergétiques algériens. Selon les premières données relatives aux flux commerciaux, le pays devrait recevoir environ 110.000 tonnes de GPL au cours du mois d'août 2026. Cette évolution pourrait ainsi préfigurer une augmentation des volumes échangés entre l'Algérie et l'Inde au cours des prochaines années, notamment à la faveur de l'accord envisagé pour 2027. L'enjeu est particulièrement important au regard de la taille du marché indien. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), environ 1,14 milliard de personnes en Inde utilisent le GPL pour la cuisson, soit près d'un tiers des utilisateurs de ce combustible à l'échelle mondiale. La Chine arrive en deuxième position avec environ 700 millions d'utilisateurs, suivie de l'Indonésie avec près de 251 millions, selon les données de 2025. Pour Sonatrach, l'accès renforcé au marché indien représenterait ainsi une opportunité de diversification géographique de ses exportations de GPL. Il permettrait également à l'Algérie de consolider sa présence sur les marchés asiatiques et de tirer parti de la croissance de la demande mondiale en combustibles destinés notamment aux usages domestiques.

Industrie pharmaceutique

Saidal remet en service le site de l'ex-HUP Pharma à Constantine

Le groupe public Saidal a entamé la remise en service progressive des lignes de production de l'ancienne entreprise HUP Pharma à Constantine, dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités de production nationales et à garantir la continuité de l'approvisionnement du marché en médicaments essentiels, indique un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique, selon l'APS. Conformément aux orientations du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, le Directeur général du groupe Saidal, Younes Bouarara, a supervisé, jeudi, l'opération de remise en service progressive des lignes de production, désormais placées sous l'exploitation opérationnelle du groupe, précise le communiqué.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une démarche progressive et étudiée, supervisée par les cadres du groupe, visant à optimiser l'exploitation des capacités et des moyens disponibles sur le site, tout en tenant compte des exigences techniques, des ressources humaines et des besoins du marché national, selon la même source. La remise en service des lignes de production sera programmée selon des priorités définies en fonction des besoins du marché, notamment les produits pharmaceutiques revêtant une importance particulière pour les patients et le système de santé national, afin de renforcer leur disponibilité et contribuer à prévenir d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement. Parallèlement à la reprise de l'activité et à l'évolution des opérations de production, la réintégration et la reprise progressive des travailleurs et employés seront engagées en fonction des besoins de chaque étape, tout en valorisant l'expérience et les compétences acquises par les travailleurs et les cadres du site dans le domaine pharmaceutique, note le communiqué. Durant la période des travaux et de réorganisation de l'activité, la production de certains produits pharmaceutiques fabriqués auparavant au niveau de l'unité Saidal de Médéa sera transférée vers le site de l'ex-HUP Pharma à Constantine, afin de maintenir leur rythme de production et de garantir leur disponibilité continue sur le marché national. Cette opération vient confirmer l'orientation du groupe Saidal vers le renforcement de ses capacités de production et la valorisation de ses sites de production, de ses ressources humaines et des compétences nationales, au service des priorités nationales en matière de sécurité des médicaments. La remise en service du site de Constantine constitue une étape dans le processus de soutien et de développement de l'industrie pharmaceutique nationale, de préservation et de valorisation des expertises et compétences, ainsi que des ressources humaines, contribuant ainsi au renforcement des capacités nationales de production et à la garantie de la continuité de l'approvisionnement du marché national en médicaments, conclut le communiqué.

R.E.

FACTURES, AUTORISATIONS ET RECOURS

Six nouveaux services énergétiques désormais en ligne

Le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN) a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'intégration de six nouveaux services numériques relatifs au secteur de l'énergie, via le portail national des services numériques, en coordination avec le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables. «En application des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élargir l'offre de services numériques via le portail national des services numériques et à renforcer l'interopérabilité entre les secteurs, six nouveaux services numériques relatifs au secteur de l'Energie et des

Energies renouvelables ont été intégrés au portail», précise le HCN, selon l'APS. Ces nouveaux services numériques comprennent notamment E-SANED, relevant de la commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), une plateforme numérique dédiée au traitement des demandes de délivrance des autorisations d'exploitation et des déclarations relatives aux installations de production d'électricité, le service «Fatourati» permettant de simuler la facture d'électricité et de gaz, à partir des données de consommation, à titre indicatif, et le service de paiement électronique de Sonelgaz, permettant aux clients de régler

leurs factures d'électricité et de gaz en ligne, à l'aide d'une carte bancaire ou de la carte EDABABIA de manière simple et rapide. Il s'agit en outre du service «e-Taqaty» de Sonelgaz, une plateforme numérique permettant aux clients de consulter leurs informations, de suivre leurs demandes et d'effectuer les différentes démarches à distance. La liste comprend également le service «ILTIMESS», une plateforme numérique dédiée au traitement des recours introduits par les citoyens auprès de la CREG, avec la possibilité de suivre l'état de leurs dossiers en ligne, et le service «E-Tar-cheed» qui s'inscrit dans le cadre du pro-

gramme national de la gestion de l'énergie, permettant le suivi et exécution des procédures et des projets liés à l'efficacité énergétique et à la rationalisation de la consommation de l'énergie. L'intégration de ces nouveaux services numériques s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts du HCN visant à élargir l'offre de services numériques via le portail Dzair Digital Services, afin «d'accélérer la transition numérique et de consolider l'accès unifié aux services publics de manière plus simple, plus rapide, plus efficace et plus proche du citoyen», conclut le communiqué.

R.E.

AMÉLIORATION URBAINE

Plusieurs projets **lancés** à Tiaret

Ces projets devraient contribuer à fluidifier la circulation, à remédier à l'obstruction des canalisations d'évacuation des eaux pluviales au sein du tissu urbain et à généraliser l'éclairage public.



Des travaux d'amélioration urbaine ont été lancés dans la ville de Tiaret au niveau de trois axes principaux, sur une distance totale estimée à 4,7 km, a-t-on appris jeudi auprès du cabinet du wali. Les travaux des trois projets, lancés mercredi sous la supervision du secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion de ses affaires, Rabah Mourad Yezza, sont financés par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, au titre de l'exercice 2026. Leur mise en service est prévue dans un délai de quatre mois. Ces projets comprennent notamment le renouvellement des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, l'installation de réseaux d'éclairage public ainsi que le revêtement des routes. Une enveloppe financière globale de 164,4 millions de dinars a été

consacrée à leur réalisation. Le premier projet s'étend sur 1,7 km, au centre de la vieille ville, depuis le rond-point «Ras Es-Souk», en passant par la rue commerçante «Emir Abdelkader», jusqu'au rond-point «Mechraa Sfa».

Le deuxième projet concerne l'aménagement du quartier commercial «El-ManThar El-Djamil», situé au sud de la ville. Les travaux s'étendent également sur 1,7 km, depuis le rond-point de la polyclinique Bouiche-Farid jusqu'au rond-point «Zaaroura». Des travaux similaires seront réalisés dans le cadre du troisième projet, qui s'étend sur 1,3 km, depuis le rond-point situé à proximité de la polyclinique Bouiche-Farid, en passant par le quartier «El-Tariq El-Beida», jusqu'à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Selon la même source, le secré-

taire général de la wilaya chargé de sa gestion, Rabah Mourad Yezza, a donné des instructions aux entreprises chargées de la réalisation et aux services techniques afin de livrer les projets dans les délais impartis, tout en veillant au respect des normes techniques requises. Il a également insisté sur la nécessité d'informer les citoyens de la nature des travaux et des délais prévus pour leur réalisation.

Ces projets devraient contribuer à fluidifier la circulation, à remédier à l'obstruction des canalisations d'évacuation des eaux pluviales au sein du tissu urbain et à généraliser l'éclairage public. Ils devraient ainsi renforcer la sécurité et la quiétude durant les heures nocturnes et encourager les commerçants à maintenir leurs commerces ouverts jusqu'à des heures plus tardives, a-t-on souligné.

ORAN

Classification et reclassement de neuf **établissements** hôteliers

La commission de wilaya chargée de la classification des établissements hôteliers à Oran a approuvé la classification et la reclassification de neuf (9) établissements hôteliers à travers le territoire de la wilaya, après leur inspection sur le terrain et leur évaluation conformément à la grille nationale de notation en vigueur, a indiqué jeudi la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya. Cette opération est intervenue lors d'une réunion de la commission présidée par la directrice du secteur, Majda Zenadi, en application des dispositions du décret exécutif n 19-158 du 30 avril 2019, fixant les conditions et modalités d'exploitation et de classification des éta-

blissements hôteliers ainsi que l'agrément de leurs gestionnaires, précise la même source. L'opération a concerné différents établissements hôteliers de plusieurs catégories. Leur conformité aux normes en vigueur a été réalisée dans les domaines de la qualité des services, du confort, de l'hygiène et de la sécurité, afin de garantir aux touristes nationaux et étrangers un niveau de prestations adapté. La classification et la reclassification visent à renforcer la compétitivité des établissements hôteliers et à améliorer leurs performances, tout en contribuant à accroître l'attractivité d'Oran en tant que destination touristique nationale et internationale, à-on soulignée. La Direction du tou-

risme a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à moderniser les services, à renforcer la numérisation, à améliorer l'encadrement et la formation des ressources humaines, ainsi qu'à garantir le respect des normes de sécurité, de santé et d'hygiène au sein des établissements hôteliers. La classification constitue également un mécanisme essentiel d'encadrement et d'accompagnement du secteur, fondé sur des normes uniformes et transparentes. Elle contribue ainsi à améliorer la qualité de l'offre hôtelière et à renforcer la place de la wilaya d'Oran sur la carte touristique nationale.

TLEMCEM

Raccordement en électricité et gaz de 18 nouvelles écoles

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tlemcen a raccordé 18 nouveaux établissements scolaires aux réseaux d'électricité et de gaz, en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, à-on informé, mardi, auprès de cette société.

En prévision de la prochaine rentrée scolaire, 11 nouvelles écoles primaires ont été raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz, dont sept au réseau électrique et quatre au réseau de gaz, à travers les communes de Tlemcen, Beni Snous, Henaya, Aïn Ghoraba et El Gor.

L'opération a également concerné quatre nouveaux CEM, situés dans les communes de Sabra, Beni Khelad, Ghazaouet et Terny Beni Hediél, afin de garantir leur disponibilité pour accueillir les élèves dès le début de la nouvelle année scolaire, précise la même source.

Par ailleurs, les travaux de raccordement de trois nouveaux lycées aux réseaux d'électricité et de gaz se déroulent dans les communes d'Aïn Fettah et d'Aïn Ghoraba, ainsi qu'au niveau du quartier «Ouzidane» dans la commune de Chetouane. Les travaux de raccordement de ces établissements devraient être achevés avant la prochaine rentrée scolaire, selon la même source.

Cette opération vise à assurer la mise en service des nouveaux établissements scolaires en matière d'alimentation énergétique, contribuant ainsi à offrir aux élèves un environnement scolaire approprié.

CONSTANTINE

Lancement de l'indemnisation de céréaliculteurs

L'opération d'indemnisation des céréaliculteurs dont les récoltes ont été endommagées durant la saison agricole 2025-2026, par la grêle, a été lancée jeudi dans la wilaya de Constantine, a indiqué le directeur de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), Amar Manaâ. L'indemnisation concerne dans une première étape 33 agriculteurs assurés, originaires des communes de Constantine, d'El Khroub, d'Ouled Rahmoune, de Benbadis, d'Aïn Abid, d'Aïn Smara et d'Ibn Ziad, a précisé à l'APS le responsable.

L'opération, at-il ajouté, se poursuivra les prochains jours pour toucher une trentaine d'autres céréaliculteurs assurés, et dont les études des dossiers sont en voie de finalisation. La superficie globale affectée par les chutes de grêle, sauvegardées durant le mois de mai dernier, est estimée à 1.600 hectares, dont la plus grande partie se situe dans la commune d'Ibn Ziad, at-il rappelé. L'enveloppe financière globale, destinée à compenser ces dommages, dépasse 70 millions DA, selon la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Introduction de 8 **nouvelles** spécialités à Sétif

La nomenclature des formations professionnelles dans la wilaya de Sétif a été renforcée, en prévision de la session d'octobre 2026, par huit nouvelles spécialités, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

Le chef du service de la formation continue et du partenariat à cette direction, Salah Guessasse, a précisé à l'APS que ces nouvelles spécialités

concernent «l'appui aux technologies de l'information et la maintenance des micro-ordinateurs», «chauffeur de moissonneuse», «technicien de laboratoire de traitement de l'eau», «recyclage du carton», «recyclage du plastique», «taille et greffe des arbres fruitiers», «agent d'hygiène et de sécurité pour les chantiers du bâtiment» et «ouvrier de ferme».

L'introduction de ces spécialités s'inscrit dans le cadre de la focalisation sur les spécialités à ca-

ractère prioritaire adaptées à la demande du marché de l'emploi et du secteur économique ainsi qu'aux attentes des demandeurs de formation de sorte à renforcer les opportunités de recrutement et de création d'entreprises en tant que source de richesses et d'emplois nouveaux, a expliqué la même source.

Ces nouvelles spécialités s'ajouteront à près de 200 spécialités enseignées aux centres et instituts de formation professionnelle des 60 com-

munes de la wilaya de Sétif, selon la même source qui a rappelé que la session d'octobre prochain offre 12.443 postes pédagogiques répartis sur les divers types de formation. La wilaya de Sétif compte 54 établissements de formation totalisant une capacité théorique de 12.328 postes dont 4 instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle, un centre d'excellence, 28 CFFA et 24 établissements privés, selon la direction du secteur.

L'IMPORTANCE DE BOUGER AU QUOTIDIEN

Comment **renforcer** ses articulations ?

Selon les experts, l'activité physique régulière, le renforcement musculaire et le maintien d'un poids adapté sont essentiels pour préserver ses articulations, améliorer la mobilité et limiter les douleurs au quotidien.



PAR AMEL B

Douleurs, raideurs, genoux fragiles... Pour préserver ses articulations, les experts recommandent avant tout de rester actif et de renforcer progressivement les muscles qui les soutiennent. Il ne s'agit pas de « muscler » directement une articulation, mais de développer la force et la mobilité qui contribuent à sa stabilité et à son bon fonctionnement. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande aux adultes de pratiquer chaque semaine 150 à 300 minutes d'activité physique d'intensité modérée, ou 75 à 150 minutes d'activité soutenue, avec des exercices de renforcement musculaire sollicitant les principaux groupes musculaires au moins deux jours par semaine. L'OMS précise également que les personnes qui ne pratiquent pas encore suffisamment d'activité doivent commencer progressivement et augmenter peu à peu la fréquence, la durée et l'intensité des efforts. Pour les personnes souffrant d'arthrose, le National Institute for Health and Care Excellence, un organisme britannique de référence en matière de recommandations de santé, l'exercice adapté est essentiel dans la prise en charge de l'arthrose. Il recommande un exercice thérapeutique adapté aux capacités et aux besoins de chacun, notamment à travers le renfor-

cement musculaire local et l'amélioration de la condition physique générale. Ainsi, une pratique régulière et constante peut, sur le long terme, contribuer à réduire les douleurs, améliorer les capacités physiques et la qualité de vie explique cette institution. Selon elle, une augmentation temporaire des douleurs peut parfois survenir au début des exercices, mais recommande de poursuivre une activité adaptée plutôt que de renoncer systématiquement au mouvement. La marche, le vélo, la natation ou encore les exercices de renforcement peuvent ainsi trouver leur place dans une routine quotidienne, à condition d'être adaptés à l'état de santé et aux capacités de la personne. Il est notamment préférable d'augmenter progressivement l'effort plutôt que de passer brutalement à des exercices très intenses. L'OMS souligne d'ailleurs que même une quantité d'activité inférieure aux recommandations apporte déjà des bénéfices par rapport à l'inactivité totale. Le poids constitue également un facteur important lorsque l'arthrose touche les genoux ou les hanches chez une personne en situation de surpoids ou d'obésité. Il est recommandé dans ce cas une prise en charge visant la perte de poids sachant que toute perte de poids est susceptible d'être bénéfique, avec un effet généralement plus important lorsque la perte atteint 10 % du poids corporel plutôt que 5 %. L'Améri-

can College of Rheumatology et l'Arthritis Foundation recommandent également la perte de poids chez les personnes atteintes d'arthrose du genou ou de la hanche qui sont en surpoids ou obèses. Leurs recommandations indiquent que les bénéfices sur les symptômes et les capacités physiques augmentent avec l'importance de la perte de poids et que l'association avec l'exercice peut renforcer ces bénéfices. En pratique, protéger ses articulations repose donc moins sur une solution miracle que sur une combinaison d'habitudes régulières : bouger chaque jour, limiter les périodes prolongées d'inactivité, renforcer progressivement les muscles et maintenir un poids adapté lorsque cela est nécessaire. En cas de douleur persistante, de gonflement, de raideur importante, de perte de mobilité ou de douleur apparue après un traumatisme, mieux vaut toutefois demander un avis médical avant de modifier son activité physique. Enfin, il faut rester prudent face aux produits ou compléments alimentaires présentés comme capables de « réparer » le cartilage. En somme, les recommandations de référence placent avant tout l'exercice adapté, la gestion du poids lorsque celle-ci est indiquée, l'information du patient et une prise en charge personnalisée au cœur de la prévention et de la prise en charge de l'arthrose.

A.B

Mascara

Vaste campagne de nettoyage de la forêt « Ez-Zegour » de Mamounia

Une vaste campagne de nettoyage de la forêt « Ez-Zegour », située dans la commune de Mamounia, a été lancée jeudi dans la wilaya de Mascara, à l'initiative de la Conservation des forêts, à-on informée auprès de cette institution. Cette opération, organisée en coordination avec la Direction de l'environnement et les services de la commune de Mamounia, porte notamment sur l'enlèvement des déchets solides et des herbes sèches qui défiguraient cette forêt, ainsi que sur le nettoyage des pistes forestières traversant cet espace, a précisé la même source.

L'initiative prévoit également l'installation de panneaux de sensibilisation comportant des conseils et des recommandations visant à encourager les visiteurs à préserver la propreté de cet espace forestier et à contribuer à la prévention des incendies. Plus de 200 agents et cadres de la Conservation des forêts, des employés de la Direction de l'environnement, des membres d'associations locales actives dans la commune de Mamounia ainsi que des citoyens bénévoles ont été mobilisés pour cette campagne, qui s'étalera sur trois jours. Des moyens matériels ont également été mobilisés, dont cinq poids lourds, pour assurer le bon déroulement de l'opération.

Parallèlement à cette campagne, les cadres de la Conservation des forêts ont commencé à organiser des rencontres de proximité et de sensibilisation avec les visiteurs de la forêt. Ces rencontres visent à les sensibiliser à la nécessité de préserver la propreté de cet espace naturel et de respecter les règles de prévention contre les risques d'incendie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme préventif mis en place par la Conservation des forêts, dans le cadre de mesures supplémentaires destinées à protéger les zones forestières contre les incendies pendant la période estivale, mais aussi à éliminer les points noirs qui dégradent les espaces forestiers de la wilaya, selon la même source. Dans le cadre du même programme, d'autres opérations de nettoyage seront prochainement organisées dans plusieurs forêts de la wilaya, notamment dans les forêts de Nesmat, dans la commune éponyme, et de Moulay-Ismaïl, dans la commune d'Aghbal. Ces opérations verront la participation de plusieurs associations à vocation environnementale ainsi que de citoyens bénévoles résidant à proximité de ces zones forestières.

DÉPASSEMENTS ET RISQUES ROUTIERS

Près de 350 **signalements** reçus chaque jour par la Gendarmerie

Les opérations de signalement des infractions routières connaissent une hausse notable, les services de la Gendarmerie nationale recevant quotidiennement près de 350 signalements, ce qui reflète la prise de conscience du citoyen et sa perception de son rôle dans la prévention des risques et la protection de sa sécurité et de son environnement, a indiqué la cheffe du bureau de l'information et de la communication au centre d'information et de coordination routière du Commandement de la Gendarmerie nationale (GN), le Commandant Rachida Aib. Dans une déclaration à l'APS, le Commandant Aib a précisé, dans ce sens, que le Commandement de la Gendarmerie nationale a veillé à diversifier les canaux de communication avec les citoyens, que ce soit par voie téléphonique ou à travers l'espace numérique, notamment via la page « Tariki », qui permet de recevoir

les préoccupations et les signalements des citoyens et d'y répondre avec la rapidité et l'efficacité requises. Elle a estimé que le volume des signalements enregistrés à travers ces canaux traduit « l'interaction croissante des citoyens », enregistrant quotidiennement « entre 200 et 250 signalements via la page « Tariki », en sus de 100 à 150 appels téléphoniques ». La majorité de ces signalements s'articule autour de comportements et d'infractions liés au transport de voyageurs et de marchandises, aux manœuvres dangereuses, ainsi qu'à l'excès de vitesse et à l'usage du téléphone portable au volant, particulièrement de la part des conducteurs de véhicules et d'autobus de transport de voyageurs. Les signalements englobent également, de manière générale, des informations relatives à la sécurité et à l'ordre publics, ces démarches étant transmises aux services compétents afin de prendre les me-

sures nécessaires. La même responsable a relevé que le rythme des signalements connaît une augmentation durant les périodes marquées par une forte densité du trafic et des déplacements des citoyens, notamment lors des fins de semaine et des heures de pointe, en sus des saisons estivales, des vacances, et des fêtes. S'agissant du volet relatif au traitement des signalements reçus, le Commandant Aib a expliqué que celui-ci s'effectue à travers « une coordination directe avec les unités opérationnelles sur le terrain, permettant de prendre les mesures nécessaires et de garantir la rapidité de la réponse ainsi que l'efficacité de l'intervention ». En vue de diffuser et d'ancrer la culture du signalement en tant que comportement préventif et responsabilité partagée entre le citoyen et les institutions de sécurité, et non comme un simple moyen de signalement des infractions, l'intervenante a rappelé les

campagnes de sensibilisation organisées par le Commandement de la Gendarmerie nationale à travers des activités sur le terrain et des journées portes ouvertes offrant un contact direct avec les citoyens, outre la page « Tariki » sur les plateformes de réseaux sociaux « Facebook », « Instagram » et « TikTok ». A cette occasion, le Commandant Aib a révélé une hausse du bilan des accidents de la circulation durant les cinq premiers mois de l'année en cours par rapport à la même période de l'année précédente, enregistrant « durant ces mois 5.537 accidents de la route, ayant fait 1.256 décès et 5.731 blessés ». Elle a souligné, dans ce sens, que le facteur humain demeure la cause principale de ces accidents, ce qui confirme à nouveau l'importance de la prévention et du signalement des comportements dangereux pouvant conduire à la survenue d'accidents de la route.

CLIMAT

Le phénomène El Nino pourrait être «le plus intense depuis plus d'un siècle»

Le phénomène climatique El Nino devrait être «le plus intense» jamais observé depuis plus d'un siècle, a prévenu vendredi un expert de l'agence britannique de météorologie, le Met Office, confirmant les prédictions de la plupart des experts. El Nino est un phénomène naturel temporaire, renforcé par le réchauffement climatique d'origine humaine, qui revient tous les deux à sept ans, et se traduit par un climat plus chaud et sec dans certains endroits, et plus frais et humide dans d'autres, provoquant des événements climatiques extrêmes. «Je n'ai jamais vu un tel phénomène se dessiner dans nos prévisions (...) nous nous attendons à l'épisode El Nino le plus intense depuis plus d'un siècle, avec un pic dépassant les trois degrés (d'augmentation de température à la surface de la mer dans une zone référence du Pacifique), ce qui est inédit dans les relevés climatiques modernes», a indiqué aux médias, Adam Scaife, responsable des prévisions de long terme au Met Office britannique. Il a souligné que les conséquences seront «particulièrement fortes autour des Tropiques», avec des sécheresses drastiques en Amérique du Sud et dans l'ouest du Pacifique, mais que les perturbations se feront sentir jusqu'au Royaume-Uni. «Nous décelons d'ailleurs déjà des signes annonçant une intensification des précipitations et des tempêtes ici, au Royaume-Uni, vers le mois de novembre», tout comme dans toute l'Europe du nord-ouest, a indiqué l'expert. Selon les prévisions du Met Office et d'autres experts, l'ampleur du phénomène El Nino pourrait faire de 2027 l'année la plus chaude jamais enregistrée, son impact étant principalement ressenti l'année après sa survenance.

CHINE

Alerte bleue pour le 19e typhon de l'année

La dépression tropicale qui sévissait au-dessus du golfe de Beibu s'est intensifiée vendredi après-midi pour devenir le 19e typhon de l'année, ce qui a conduit le Centre météorologique national (CMN) de Chine à émettre une alerte bleue. Le CMN prévoit que, de vendredi soir jusqu'à dimanche en journée, le centre du typhon restera pratiquement stationnaire au-dessus du golfe de Beibu, où il gagnera progressivement en intensité et pourrait atteindre le stade de forte tempête tropicale. À partir de dimanche soir, il devrait se déplacer lentement vers le nord-est à une vitesse de 5 à 10 km/h, s'affaiblissant progressivement à mesure qu'il s'approchera des zones côtières s'étendant de l'ouest de la péninsule de Leizhou, dans la province du Guangdong, jusqu'à la côte sud de la région autonome Zhuang du Guangxi. Selon les prévisions, entre vendredi 20h00 et samedi 20h00, des vents violents devraient balayer le golfe de Beibu, la majeure partie de la mer de Chine méridionale, le canal de Bashi, la mer à l'est de Taiwan, ainsi que les zones côtières du Guangxi, du Guangdong et de l'île de Hainan. Au cours de cette même période, des averses s'abattront sur certaines parties de Hainan, du Guangxi, du Guangdong, du Fujian, du Zhejiang et de Taiwan, avec des extrêmement abondantes dans certaines zones. Les experts météorologiques ont averti que Hainan, le Guangxi et Taiwan devaient renforcer leurs mesures de précaution contre les catastrophes secondaires susceptibles d'être déclenchées par l'accumulation de fortes poussées.

ALORS QUE L'ÉPIDÉMIE FAIT PLUS DE 2.500 MORTS EN RDC

Arrivée des premières doses de vaccin contre Ebola

Selon l'OMS, 20.000 doses doivent être utilisées dans le cadre d'un essai clinique de phase 3 visant à évaluer l'effet du vaccin contre le virus de Bundibugyo, responsable de l'épidémie actuelle, tandis que 50.000 doses sont destinées notamment aux personnels de santé et aux agents en première ligne.



Les premières doses du vaccin Ervebo destinées à renforcer la riposte contre l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) sont arrivées vendredi à Kinshasa, alors que le pays compte désormais 5.290 cas confirmés et 2.516 décès, selon les autorités sanitaires. Le ministre congolais de la Santé, Roger Kamba, a réceptionné à l'aéroport international de N'djili un premier lot de 16.520 doses. Au total, 50.120 doses doivent arriver en RDC entre le 21 et le 24 août. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) ont annoncé que le Groupe international de coordination pour l'approvisionnement en vac-

cins (ICG) avait approuvé une allocation initiale de 70.000 doses d'Ervebo à la demande du gouvernement congolais. Selon l'OMS, 20.000 doses doivent être utilisées dans le cadre d'un essai clinique de phase 3 visant à évaluer l'effet du vaccin contre le virus de Bundibugyo, responsable de l'épidémie actuelle, tandis que 50.000 doses sont destinées notamment aux personnels de santé et aux agents en première ligne. Ervebo est homologué et recommandé contre la maladie à virus Ebola provoquée par le virus Ebola Zaïre, mais son efficacité contre le virus de Bundibugyo chez l'être humain n'est pas encore établie. Selon le dernier rapport des autorités sanitaires, portant sur les données au 19 août, l'épidémie a touché 56 zones de santé dans six pro-

vinces et affiche un taux de létalité de 47,6 %. La RDC a déclaré l'épidémie actuelle le 15 mai, devenue depuis la plus importante et la plus meurtrière jamais enregistrée dans le pays. Face au risque de propagation régionale, dix pays d'Afrique centrale, australe et de l'Est ont également renforcé les contrôles sanitaires à leurs frontières. Le dispositif, prévu pour six mois, concerne 33 postes-frontières prioritaires et 16 grands couloirs commerciaux et de transit. Il est mis en œuvre en Ouganda, au Rwanda, au Burundi, au Soudan du Sud, en Zambie, en Tanzanie, au Kenya, en Angola, au Malawi et au Mozambique, considérés comme particulièrement exposés à une propagation du virus depuis la RDC.

NIGERIA

Au moins 50 morts dans le naufrage d'un bateau dans l'Etat de Sokoto

Au moins 51 personnes ont trouvé la mort jeudi après le naufrage d'un bateau dans l'Etat de Sokoto, au nord-ouest du Nigeria, rapportent des médias, citant les autorités. «La situation est grave. Nous avons déjà enterré 46 corps, et cinq autres viennent d'être repêchés dans la rivière», a déclaré Ibrahim Musa, ancien conseiller municipal du village de Gorau, dans le district de Goronyo, où l'accident s'est produit. «Le bateau était manifestement surchargé. Il a coulé à peine une minute après avoir pris le large. Les gens sur la rive assistaient, impuissants, au naufrage», a affirmé Ilyasu Adamu, un habitant

de Gorau, qui a assisté aux funérailles de 46 personnes. «Deux autres corps étaient en train d'être préparés pour l'enterrement lorsque je suis rentré chez moi. Le bilan ne cesse de s'alourdir à mesure que de nouveaux corps sont repêchés dans la rivière», a-t-il ajouté. Dahir Kure, porte-parole de l'agence nationale des secours (NEMA) dans l'Etat de Sokoto, a indiqué que les opérations de secours étaient toujours en cours. «Nous sommes actuellement sur les lieux de l'accident et avons commencé les opérations de secours», a déclaré M. Kure, sans fournir dans l'immédiat un bilan, précisant que les autorités étaient encore en train de «recueillir les

informations nécessaires» sur l'accident.

L'Etat de Sokoto, comme plusieurs autres au Nigeria, peut être particulièrement vulnérable aux crues pendant la saison des pluies, qui s'étend en général de mai à novembre, la forte pluviométrie rendant la navigation très dangereuse. En juillet, des dizaines de personnes avaient trouvé la mort à la suite du chavirement de leur embarcation dans l'Etat de Jigawa, dans le nord du Nigeria. Les naufrages de bateaux au Nigeria sur les fleuves et rivières sont fréquents. Ils sont généralement dus aux embarcations surchargées, à leur mauvais entretien ou au non-respect des règles de sécurité.

EUROPE

Les surfaces brûlées vont augmenter

Les surfaces brûlées lors des incendies en Europe augmenteront vraisemblablement avec le changement climatique, mais cette augmentation dépendra du niveau de l'augmentation des températures et peut en partie être compensée par de meilleurs moyens de lutte, estiment des chercheurs dans une étude publiée jeudi. «Nos résultats indiquent qu'il pourrait y avoir des augmentations généralisées des surfaces brûlées même en cas de émissions relativement bas d'environ 1,8 C» à l'échelle mondiale, indique Maik Billing, chercheur à l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique (PIK) et auteur principal de l'étude. Cette étude est publiée alors que l'Europe est touchée par des feux dévastateurs cet été, alimentés par la chaleur et la sécheresse, en Belgique, en Espagne, en France ou encore en Grèce. Ainsi, environ 39% de surfaces supplémentaires seraient brûlées chaque année d'ici la fin du siècle dans un scénario «bas» d'augmentation des gaz à effet de serre et de réchauffement, calculent les chercheurs. Plus précisément, ce résultat est obtenu avec l'un des deux modèles d'évolution des feux testés par les chercheurs, le second suggérant un possible recul des surfaces brûlées à ce niveau de déclenchement grâce à une meilleure gestion des feux. Mais les scientifiques préfèrent prendre avec des pincettes ce second résultat, fondé sur des données historiques pas nécessairement extrapolables à l'avenir. «Dans des conditions météorologiques d'incendie de plus en plus extrêmes, le comportement des feux peut devenir plus imprévisible, et les incendies peuvent dépasser les capacités de lutte contre les incendies, même les plus développés», souligne Maik Billing. Les résultats sont sans ambiguïté en cas de hausse plus marquée des émissions de gaz à effet de serre. «Si nous émettons plus et que les températures mondiales augmentent d'environ 3,6 C, nous constatons que les incendies deviennent beaucoup plus fréquents, en particulier autour de la Méditerranée et dans une grande partie de l'Europe centrale et occidentale, y compris dans des régions qui n'ont pas connu beaucoup d'incendies jusqu'à présent», ajoute-t-il. Dans ce scénario «haut», la surface brûlée augmenterait ainsi de quelque 192% - soit un quasi triplement - d'ici 2100.

EQUIPE NATIONALE

Le dossier Poyet **reste ouvert** à la FAF

L'ancien sélectionneur de la Grèce a d'ailleurs franchi un cap concret dans les pourparlers en étudiant une première proposition officielle de la FAF. Néanmoins, le mariage tant espéré doit pour l'instant faire face à un obstacle de taille: un désaccord financier persistant entre les deux parties. Selon les indiscretions qui filtrent autour de ce dossier, la FAF n'a pas lésiné sur les moyens pour tenter d'attirer le technicien uruguayen. Une offre globale, englobant les émoluments de l'entraîneur et de l'ensemble de son staff, a été formulée sur la base de 108 000 euros nets par mois. Une enveloppe particulièrement conséquente sur le marché des sélections africaines, qui témoigne de l'ambition des dirigeants algériens de confier les rênes des Verts à un profil aguerri. Pourtant, cette proposition n'a pas trouvé un écho favorable auprès de l'ancien stratège de Brighton, de Sunderland et du Betis Séville. Agé de 58 ans, Poyet a préféré décliner cette première offre, jugeant le salaire en deçà de ses prétentions et des standards qu'il fixe pour ses expériences internationales. Un refus net, mais qui ne scelle en rien l'avenir de sa collaboration potentielle avec l'Algérie, l'intéressé ayant pris soin de laisser la porte entrouverte.

La FAF disposée à revoir sa copie ?

Dans l'univers impitoyable des négociations sportives de haut niveau, une première offre ne constitue généralement que le coup d'envoi d'un jeu de dupes et d'ajustements mutuels. Ce rejet initial est donc loin d'être rédhibitoire. La FAF pourrait bien décider de revenir à la charge dans les prochains jours ou les prochaines semaines avec une proposition financière revalorisée. Tout dépendra de la flexibilité budgétaire de l'instance fédérale et de la réelle volonté des décideurs de plier face aux exigences de l'Uruguayen. Si le profil technique de Poyet, reconnu pour sa rigueur et son expérience du haut niveau tant en club qu'en sélection, fait l'unanimité en interne, la question des deniers publics et de l'enveloppe globale reste un paramètre délicat à arbitrer.

La Fédération algérienne de football est toujours activement engagée dans le vaste chantier de la succession de Vladimir Petković. Alors que l'instance fédérale multiplie les consultations pour dénicher l'oiseau rare capable de relancer la sélection, un nom se dégage avec insistance au sommet de la short-list : Gustavo Poyet.

Consciente de la complexité des négociations salariales avec des techniciens étrangers de renom, la FAF a intelligemment pris le soin de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. L'exploration de pistes alternatives est une nécessité stratégique pour éviter de se retrouver bloquée de dernière minute. C'est dans ce cadre que le nom de Paolo Bento a récemment fait surface dans l'actualité des Verts.

Si l'entourage du technicien portugais a tenu à calmer le jeu en qualifiant les échanges de simples prises de contact préliminaires sans lendemain immédiat, cette fuite médiatique démontre la volonté de la Fédération d'élargir son champ de vision. En comparant les profils, les prétentions salariales et les philosophies de jeu, la FAF se ménage des portes de sortie tout en évaluant la juste valeur du marché actuel des entraîneurs.

Malgré l'existence de ces plans B et le blocage pécuniaire actuel, Gustavo Poyet demeure la piste la plus sérieuse et la plus crédible aux yeux de la FAF. L'attractivité du maillot vert, la qualité de l'effectif algérien et le challenge d'une sélection ambitieuse en quête de rachat sur la scène continentale et mondiale continuent d'exercer un attrait certain sur le technicien sud-américain.

H.M.

**Qatar****Bounedjah frappe dès la première journée**

Baghdad Bounedjah a parfaitement lancé sa saison avec Al-Shamal en marquant dès la première journée, se rapprochant encore un peu plus d'une place historique au Qatar.

Baghdad Bounedjah n'a pas attendu longtemps pour débloquer son compteur cette saison. Titulaire avec Al-Shamal face à Al-Arabi lors de la première journée du championnat qatari, l'international algérien a trouvé le chemin des filets à la 67e minute, permettant momentanément aux siens de prendre l'avantage (2-1). L'action porte la signature du buteur de 34 ans. Positionné au deuxième poteau, Bounedjah a déclenché son appel avant de couper la trajectoire au premier pour conclure victorieusement. Une réalisation typique de l'ancien attaquant d'Al-Sadd, même si Al-Shamal a finalement été rejoint à la 86e minute et a dû se contenter d'un match nul (2-2). Cette réalisation constitue le 178e but de Baghdad Bounedjah dans le championnat qatari.

Ligue de diamant (étape de Lausanne - 800 m)**Sedjati à la deuxième place**

L'Algérien Djamel Sedjati s'est adjugé vendredi la deuxième place de la course du 800 m du meeting Athletissima de Lausanne (Suisse), 12e étape de la Ligue de diamant 2026 d'athlétisme, en réalisant au passage sa meilleure performance de la saison avec chrono de 1:42.31. La première place de la course est revenue au champion olympique et champion du monde du double tour, le Kényan Emmanuel Wanyonyi (1:42.19), alors que l'Américain Brandon Miller (1:42.55) a pris la troisième place devant le Canadien Marco Arop (1:43.18).

Avec cette nouvelle performance, Sedjati, 6e au classement mondial en 2026, améliore son meilleur chrono cette saison qui était d'une (1) min 43 sec 19, alors que son record personnel est de 1:41.46.

Plus tôt vendredi, l'Algérien Yasser Mohamed Triki a pris la deuxième place du concours de triple saut en réussissant un saut mesuré à 17,43 m.

ALLEMAGNE

Wolfsburg souhaite **garder** Amoura

Initialement poussé vers la sortie, Mohamed Amoura semble avoir retrouvé du crédit auprès de son entraîneur, même si son avenir à Wolfsburg demeure incertain. En début de mercato, Mohamed Amoura semblait clairement poussé vers la sortie. Invité à se trouver un nouveau club puisqu'il n'entraînait pas dans les plans de Tobias Strobl, l'international algérien voit désormais sa situation évoluer à Wolfsburg. Son absence du groupe contre la VSG Altlengienke ne serait d'ailleurs liée à aucun problème discipli-

naire.

Présent à l'entraînement jeudi avant d'être ménagé vendredi, l'attaquant de 26 ans reste dans l'incertitude. Interrogé sur son avenir, Strobl a reconnu que celui-ci demeurerait « ouvert », tout en soulignant l'investissement du Fennec: « Il a tout fait pour revenir rapidement sur le terrain. Il est enthousiaste à l'idée de cette nouveauté, s'intègre bien et possède des qualités qui peuvent nous être utiles. »

Suspendu à deux reprises la saison passée, Amou-

ra semble donc bénéficier d'un nouveau départ. Son entraîneur ne souhaite plus insister sur les incidents antérieurs et préfère désormais juger son comportement ainsi que ses performances dans les prochaines semaines.

Ce changement de discours interroge toutefois. Wolfsburg souhaite-t-il véritablement conserver son joueur le plus décisif des deux dernières saisons, avec 35 actions décisives en Bundesliga, ou cherche-t-il simplement à renforcer sa position dans les négociations afin d'augmenter son prix ?

JS EL BIAR

Aribi et Moussaoui, deux **renforts** d'expérience

La JS El Biar, nouvellement promue en Ligue 1 Mobilis de football, poursuit activement son recrutement en vue de la nouvelle saison en s'offrant les services de deux joueurs chevronnés: l'attaquant international Karim Aribi et le gardien de but Toufik Moussaoui. Agé de 32 ans, Karim Aribi possède un parcours particulièrement riche. L'avant-centre a débuté dans les catégories seniors au NARB Reghaïa avant de poursuivre sa formation à la JSM Béjaïa. Il a ensuite évolué au CA Batna et au CR Belouizdad, avec lequel il a

remporté la Coupe d'Algérie en 2017. Son passage au DRB Tadjenanet, lors de la saison 2018-2019, constitue un tournant dans sa carrière: il y inscrit notamment dix buts en championnat. Ses performances lui ouvrent les portes de l'Etoile du Sahel. Avec le club tunisien, Aribi s'illustre notamment sur la scène continentale et devient meilleur buteur de la Ligue des champions africaine avec 11 réalisations lors de la campagne concernée. Il remporte également la Coupe arabe des clubs en 2019. En 2020, l'attaquant rejoint le Nîmes Olympique

et découvre le football professionnel français. Après son expérience en France, il effectue son retour au CR Belouizdad en 2022, avant de poursuivre sa carrière en Arabie saoudite avec Al-Qadsiah puis Ohod. En 2024, il revient en Algérie sous les couleurs du MC Oran, puis rejoint Al-Talaba en Irak. Il a finalement choisi la JS El Biar durant l'été 2026, pour accompagner le club dans son accession historique en Ligue 1. International algérien, Aribi compte également une sélection avec l'équipe nationale A et plusieurs apparitions avec la sélection A'. Son expé-

rience internationale et ses passages à l'étranger constituent l'un de ses principaux atouts pour la JS El Biar.

Dans les buts, la JS El Biar mise sur un autre joueur expérimenté avec Toufik Moussaoui. Le gardien a commencé sa carrière professionnelle au NA Hussein Dey avant de passer par l'USM Chéraga et la JS Haï El Djabel. C'est cependant au Paradou AC qu'il va s'imposer au plus haut niveau, entre 2015 et 2020. Moussaoui rejoint ensuite le CR Belouizdad puis le MCA.

FRANCE

L'OM **débute** fort face à Strasbourg

Accroché à la mi-temps, Marseille a ensuite pris le dessus sur Strasbourg vendredi, avec notamment un doublé d'Amine Gouiri (4-0). Avec cette victoire en ouverture de la saison 2026-2027 de Ligue 1, l'OM prend provisoirement la tête du classement.



Il n'y avait pas de mistral, vendredi soir à Marseille, mais l'OM a soufflé le show face à Strasbourg, en ouverture du Championnat de France. La saison dernière, ce match s'était disputé sous tension dans la cité phocéenne mi-février (2-2), quand Jacques Abardonado assurait l'intérim sur le banc. Depuis, beaucoup de choses ont changé à l'OM, Bruno Genesio en est devenu l'entraîneur, et le technicien a réussi sa grande première en compétition officielle avec son nouveau club, victorieux 4-0. Pressing, agressivité, combinaisons : sa formation a toujours cherché à jouer, et même si tout n'a pas été parfait, elle a mérité son succès. Après avoir buté à plusieurs reprises en première période sur Filip Jörgensen, Marseille a fait la différence dès le retour des vestiaires. Et très rapidement, puisque Amine Gouiri a conclu une belle action à la 46e minute (1-0). A 11 contre 10 moins d'un quart d'heure plus tard, l'OM a aussi obtenu un penalty pour une faute de Guéla Doué sur Igor Paixao, doublement déterminant dans cette rencontre. Gouiri n'a pas tremblé et Jörgensen n'a rien pu faire (2-0, 66e). Le break était fait,

Genesio a pu faire entrer Nayef Aguerd sous les applaudissements, et la soirée a été parfaite pour l'OM, leader provisoire. Aucun sifflet n'a en effet retenti, en l'absence de Leonardo Balerdi, forfait, et la sono a continué de hurler de bonheur, avec la première réalisation de Keyliane Abdallah (3-0, 89e), également impliqué sur le quatrième but phocéen, signé Pierre-Emile Höjbjerg (4-0, 90e + 5).

Du côté de Strasbourg, le bilan était évidemment plus sombre. Incapable de gagner lors de sa préparation, marquée par six défaites et un nul, la formation de Hugo Oliveira a eu trop peu de situations favorables pour y croire, hormis sur une frappe de Gessime Yasmine (32e). Et la semaine prochaine, le RCSA devra faire mieux face à Lens, le vice-champion de France. Marseille, de son côté, se rendra à Monaco, son premier choc dans ce Championnat.

Filip Jörgensen, le nouveau gardien de Strasbourg, avait tout arrêté en première période, quand les Marseillais n'avaient pas manqué de justesse technique dans le dernier geste.

Paixao dynamiteur, Gouiri finisseur

Mais tout a changé lors du second acte, avec deux joueurs dans un rôle bien distinct : Paixao dans celui du dynamiteur, Gouiri dans celui du finisseur.

Auteur d'une belle percée sur le flanc gauche, avant de trouver Angel Gomes, qui a ensuite décalé Gouiri, le Brésilien a constamment fait mal par ses accélérations et sa combativité. C'est d'ailleurs en luttant avec Guéla Doué que l'ailier est parvenu à obtenir le penalty du 2-0, après intervention du VAR. Gouiri, lui, s'est montré efficace en reprenant parfaitement la passe de Gomes, avant de tromper sans souci Jörgensen sur le penalty.

Strasbourg était mené 1-0, tentait de revenir quand Samir el-Mourabet a réalisé un geste inopportun, un coup de pied volontaire, sur Pierre-Emile Höjbjerg situé juste devant lui. Ruddy Buquet a été appelé par le VAR, a regardé à plusieurs reprises les images proposées avant de prendre sa décision, et de l'annoncer aux spectateurs présents dans le stade. Testée la saison dernière, la sonorisation des arbitres sera systématique pour toutes les rencontres. Et au vélodrome, tout le monde a su pourquoi le milieu du Racing était expulsé à la 59e minute.

La FIFA sévit Suspension de dix matches pour Paredes

Le milieu argentin Leandro Paredes a été suspendu dix matchs par la Fédération internationale de football en raison des « incidents » survenus lors de la fi-

nale de la Coupe du monde perdue contre l'Espagne (0-1 après prolongation), a annoncé vendredi la Fifa. Pour le même motif, son collaborateur Nahuel Molina a écopé de sept rencontres de suspension. « Conformément à l'article 69, alinéas 2a et 3 du Code disciplinaire, les suspensions de match sont reportées sur les prochaines rencontres des équipes représentatives concernées », a précisé la Fifa. Les incidents

avaient commencé avec un coup donné par Molina au milieu espagnol Rodri. Paredes avait ensuite projeté au sol les Espagnols Eric Garcia, qu'il avait également saisi à la gorge, puis Gavi.

La Fifa a également sanctionné d'un match deux autres joueurs, l'Argentin Thiago Almada et l'Espagnol Gavi, alors que Roberto Ayala, membre de l'encadrement de l'Albiceleste, sera suspendu trois matchs.

ANGLETERRE

Arsenal **vise** Victor Osimhen

Arsenal garde l'espoir de recruter Osimhen avant la fermeture du mercato estival. Arteta veut ajouter une autre option offensive de qualité à son effectif et admire énormément l'international nigérian. L'attaquant de l'Atletico Madrid Julian Alvarez figurait également en bonne place sur la shortlist d'Arsenal. Cependant, l'Atletico Madrid refuse de le vendre, et Alvarez privilégie un éventuel transfert à Barcelone plutôt qu'un retour en Premier League. Avec Alvarez hors de portée, Arsenal a concentré ses efforts sur la signature d'Osimhen. Cependant, tout accord potentiel dépend entiè-

rement des exigences financières du joueur de 27 ans.

Arsenal a eu des discussions directes en vue d'un accord pour Osimhen, mais les négociations ont buté sur un obstacle clair. Selon FootMercato, Arsenal n'a aucune intention de formuler une offre de contrat déraisonnable à l'attaquant. Le club du nord de Londres ne veut pas s'aligner sur le contrat actuel d'Osimhen à Istanbul. Galatasaray verse actuellement à l'attaquant plus de 20 millions d'euros (17,1 M€) par an. Osimhen fait désormais face à une décision cruciale. Il doit choisir entre accepter une offre financière infé-

rieure de la part d'Arsenal ou rester à Galatasaray.

Galatasaray reste ferme sur sa position

Conclure un accord pourrait s'avérer difficile, car le président de Galatasaray, Dursun Ozbek, reste catégorique : Osimhen ne sera vendu sous aucun prétexte cet été. Le club turc a récemment affiché sa fermeté en rejetant une énorme offre de 130 M€ (111 M€) d'Al-Hilal, pensionnaire de la Saudi Pro League, plus tôt ce mois-ci. Après avoir échoué à recruter Osimhen, Al-Hilal a reporté

son attention sur l'attaquant d'Aston Villa Ollie Watkins. Cependant, Villa a rapidement rejeté sa dernière offre de 45 M€.

Malgré les incessantes spéculations sur son transfert, Osimhen a réalisé un début de saison tonitruant. Il a inscrit un doublé lors de la victoire 4-0 de Galatasaray à l'extérieur contre Erzurumspor vendredi soir. Cette performance a suivi une autre prestation à deux buts lors du match nul 2-2 face à Corum FK. L'attaquant continuera de mener l'attaque en Turquie à l'approche de la date limite, laissant Arsenal attendre sa décision finale.

Espagne

Le Betis défait la Real Sociedad

Le Betis Séville, vainqueur difficile de la Real Sociedad vendredi (1-0), a bien débuté sa saison en Championnat d'Espagne. Rodrigo Riquelme a marqué l'unique but de la rencontre.

Pour son premier match officiel de la saison, le Betis Séville s'est imposé devant son public face à la Real Sociedad (1-0) vendredi en Championnat d'Espagne. Rodrigo Riquelme a inscrit l'unique but pour les Verdiblancos sur une belle frappe croisée (63e). Tout n'a pas été simple pour les Andalous, bousculés dans l'impact par les Basques et concédant plusieurs situations dangereuses.

Orri Oskarsson, l'attaquant islandais de la Sociedad, s'est montré maladroit, notamment lors d'un face-à-face perdu face au gardien du Betis alors qu'il était dans les six mètres (83e). Mais c'est bien le Betis, 5e de Liga la saison passée et qualifié pour jouer la Ligue des champions, qui repart avec la victoire. Privés d'Abde Ezzalzouli, touché à un genou, les hommes de Manuel Pellegrini se sont malgré tout procuré les meilleures occasions (22e, 85e). L'entraîneur chilien a par ailleurs démarré sa vingt-huitième saison en tant qu'entraîneur, lui qui a rejoint l'Andalousie en 2020.

MLS

Messi à l'amende

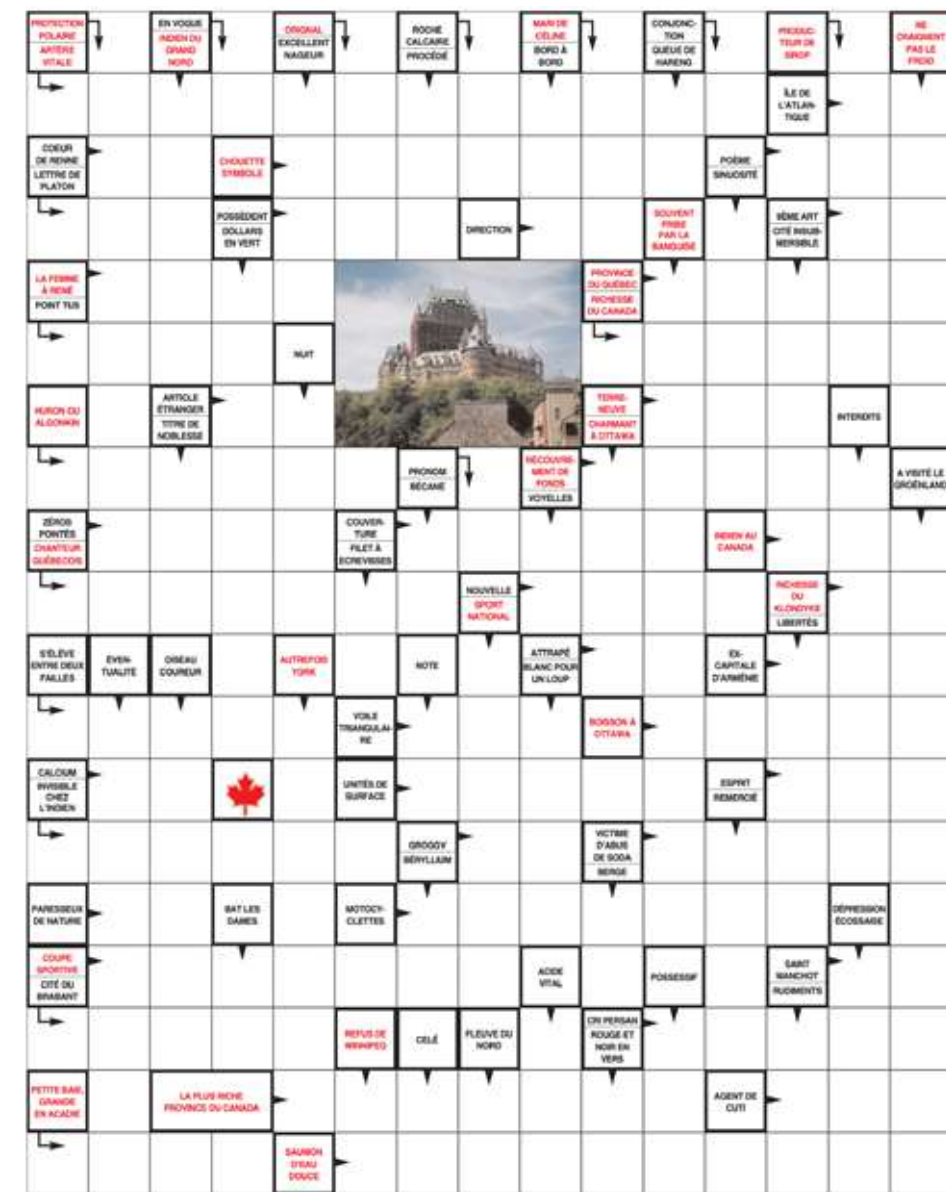
Lors du match nul de l'Inter Miami contre le Philadelphia Union (2-2) jeudi, Lionel Messi a été buteur, mais a surtout giflé un adversaire. L'octuple Ballon d'Or argentin a dû payer une amende auprès de la Major League Soccer.

Auteur d'une gifle sur un adversaire pendant le match entre l'Inter Miami et le Philadelphia Union (2-2) jeudi, Lionel Messi a été puni d'une amende dont le montant est tenu secret par la Major League Soccer. Le prix est estimé dérisoire selon la presse américaine, compte tenu du salaire du joueur. La commission de discipline de la Ligue nord-américaine de football a puni l'Argentin pour des coups portés avec les mains « au visage / à la tête / au cou d'un adversaire ». Dans les dernières minutes du match au climat électrique, le Champion du monde 2022 s'est approché de Quinn Sullivan, joueur de Philadelphie. Après un bref échange, l'octuple Ballon d'Or a asséné un coup au visage de son adversaire, comme le montre cette vidéo de la MLS sur son site.

LES MOTS FLÉCHÉS

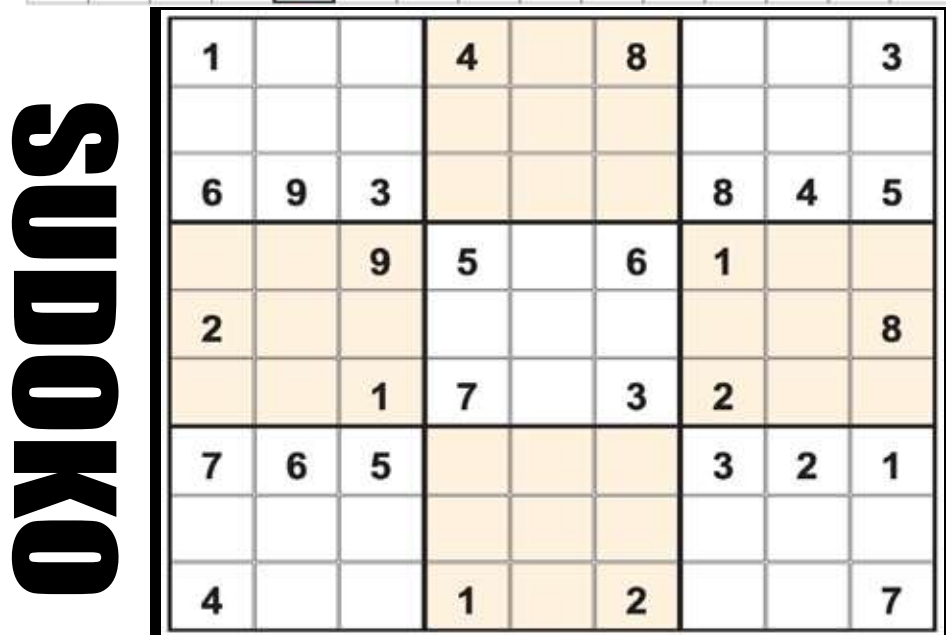
I. Occupation sous l'Occupation.
II. Presque fermé.
III. Rigoriste. IV. Aurochs. C'est du gâteau.
V. Ferrures. Vaincu aux Champs Catalauniques.
VI. Protégée. Lettre recommandée
VII. Plats provençaux. Le côté obscur de la vallée.
VIII. Champ
de bataille. Descente de bourses.
IX. Éliminai. Tube
un peu secoué. X. Issues. Dépôt d'eau.

1. Opinion sur rue.
2. Pisse en lit.
3. Angoissante.
4. Fleur. Paresseux.
5. Bête. En Ré.
6. Epuisante Blanc qui vire au rouge à l'heure de l'apéro.
7. Ils'envoie en l'air.
8. C'est non. Corriges.
9. Chrome. Sardinelle.
10. Evêché orthodoxe.



Le mot-mystère est :
fragile

BAGUETTE	DECRET	HEURTER	OCCASION	SEDUIRE
BANANE	DESIR	JOURNAL	ORAGE	STIPULER
BRIDE	DOMAINE	MARCHAND	PAUSE	VERTUEUX
BUDGET	ECOUTER	MISSIVE	PENSION	VIRGULE
COEUR	GENOISE	NAVIGUER	PROFOND	VIVACE
COSTAUD	GENOU	NOCIF	SACRI	VOYAGE



SUDOKO

SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS



ENTRETIEN AVEC NASSIM BOUIDER , AUTEUR DE « A PIEDS... POUR LA VIE »

« Je veux avant tout laisser un témoignage de ce que j'ai vécu »

PROPOS RECUEILLIS PAR BOUALEM B.

L'Express : Votre livre s'intitule « À pieds... pour la vie ». Qu'est-ce qui vous a poussé à choisir ce titre séparé par des points, et qu'évoque-t-il pour vous personnellement ?

Nassim Boudier : J'ai choisi ce titre parce que mon voyage n'était pas un voyage touristique. C'était une aventure, un parcours à la recherche d'une vie. Je me sentais étouffé, j'avais besoin de nouveaux horizons et j'avais besoin de partir pour chercher une autre vie. Le « À pieds » rappelle tout simplement la réalité de mon parcours : j'ai réellement parcouru des distances à pied. Les trois points représentent tout ce qui s'est passé entre le départ et cette recherche d'une vie meilleure : les difficultés, les frontières, les rencontres, les peurs et les épreuves.

Pouvez-vous nous donner les raisons qui vous ont incité à mettre sur papier votre expérience de migration ?

J'avais besoin d'écrire cette histoire d'abord pour moi, pour qu'elle reste une trace de ma vie. Pour moi, c'est un grand accomplissement, parce que ce parcours a représenté énormément d'épreuves. Même si je suis arrivé en Europe, je sais que cette route ne s'effacera jamais de ma mémoire. Et malheureusement, certains n'ont pas eu la chance d'arriver jusqu'au bout et y ont perdu la vie. À travers mon récit, je veux aussi, à ma manière, transmettre leur souffrance et faire entendre leurs voix.

Vous parlez de votre périple de l'Algérie jusqu'en France, en passant par de nombreux pays. Y a-t-il eu un pays qui vous a particulièrement marqué, une rencontre ou un lieu qui a laissé une empreinte indélébile dans votre mémoire ?

Plusieurs lieux ont marqué mon parcours, mais je garde un souvenir particulier de la Grèce, notamment de la ville de Xanthi. C'est une petite ville, belle et touristique, qui m'a marqué par son calme et son atmosphère. A l'inverse, la Croatie reste associée à l'une des périodes les plus difficiles de mon voyage. Plus précisément, dans les montagnes de Rijeka, nous avons traversé une étape d'environ douze jours dans des conditions

particulièrement difficiles, entre la neige, l'humidité et un froid intense. À un moment, je continuais à marcher sans presque plus sentir mes pieds. La neige avait pénétré dans mes chaussures. Lorsque nous nous sommes arrêtés pour nous reposer, j'ai regardé mes pieds et j'ai constaté qu'ils étaient devenus complètement blancs. Cette situation m'a profondément marqué et reste encore aujourd'hui l'un des souvenirs les plus forts de mon parcours.

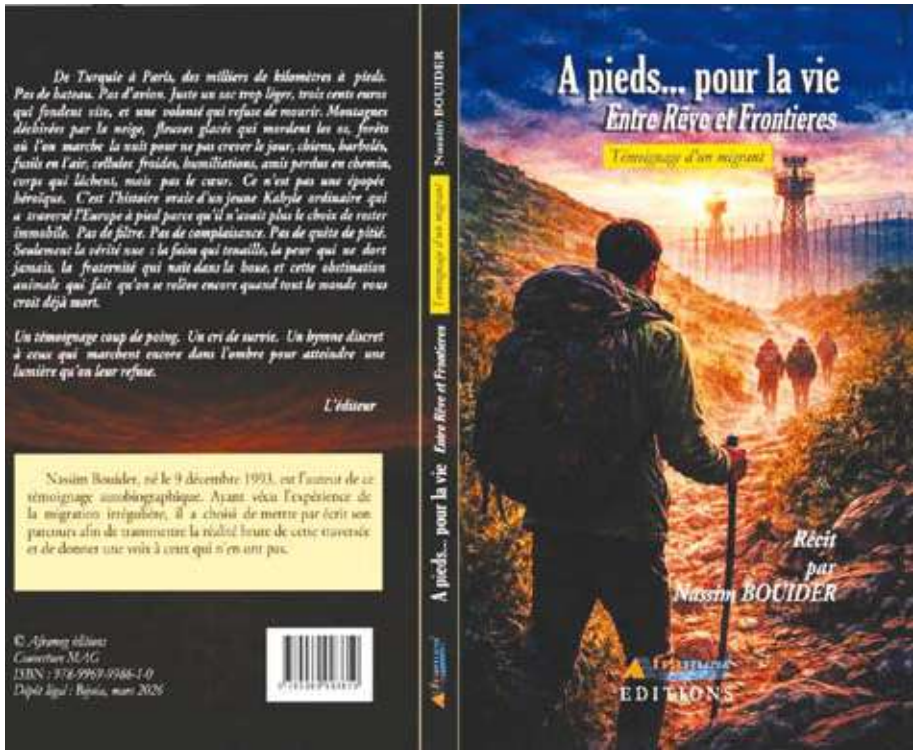
Vous écrivez ce livre parce que vous avez survécu, et parce que « tant d'autres n'ont pas terminé la route ». Quel message souhaitez-vous transmettre à ceux qui marchent encore, ou à ceux qui n'ont pas pu aller au bout ?

À ceux qui sont encore sur cette route, je voudrais d'abord dire de ne jamais sous-estimer les risques et les difficultés qu'elle peut représenter. Ce chemin demande énormément de patience, de courage et d'endurance, mais il peut aussi laisser des blessures profondes. À ceux qui n'ont pas pu aller jusqu'au bout, je voudrais simplement dire que leur histoire ne doit pas être oubliée. Derrière chaque personne qui n'est pas arrivée, il y a peut-être un rêve, une famille et une histoire que nous ne connaissons jamais entièrement. Mon livre est aussi une manière de garder une trace de ces parcours et de ces vies interrompues.

Ce livre n'est pas fait « pour susciter la pitié ». Quel est alors l'objectif principal que vous espérez atteindre en partageant votre histoire ?

L'objectif principal de ce livre est de partager une réalité que j'ai vécue personnellement et qui est souvent difficile à comprendre de l'extérieur. Je ne cherche pas à susciter la pitié, ni à présenter mon parcours comme un modèle. Je veux simplement raconter ce que j'ai vécu, avec ses difficultés, ses peurs, ses espoirs et ses conséquences. J'aimerais que le lecteur puisse comprendre ce qu'il y a derrière un parcours migratoire : un être humain qui cherche à changer sa vie, mais qui peut aussi être confronté à des épreuves et à des risques qu'il n'imaginait pas. Si mon histoire permet simplement de faire réfléchir, de mieux comprendre cette réalité et de ne pas oublier ceux qui ont vécu ces chemins, alors j'aurai atteint l'objectif que je me suis fixé en

Nassim Boudier, né en 1993, a vécu une expérience de migration irrégulière digne des grands films d'aventure de Hollywood. Son récit qu'il vient de publier aux éditions Aframeg mérite d'être porté à l'écran. Dans cet entretien, il nous parle des raisons qui l'ont poussé à écrire ce livre et du message qu'il souhaite transmettre à travers celui-ci.



écrivant ce livre.

Arrivé à Paris, la rencontre avec votre oncle a été un moment crucial. Qu'a représenté après tant d'épreuves, cette arrivée dans la capitale française pour vous ?

À mon arrivée à Paris, j'ai d'abord ressenti un profond sentiment de sécurité et de soulagement. Après tout ce que j'avais traversé, j'avais l'impression de commencer enfin une nouvelle vie. La rencontre avec mon oncle a renforcé ce sentiment, car après avoir été longtemps confronté à l'inconnu et à la solitude, je retrouvais enfin quelqu'un de ma famille. Au début, je pensais que mon arrivée en France représentait la fin de mon histoire, l'aboutissement de tout ce parcours. Mais avec le temps, j'ai compris que ce n'était pas une fin, mais le début d'une nouvelle étape de ma vie, avec d'autres difficultés, d'autres expériences et d'autres choix à faire.

Quel message souhaitez-vous transmettre à travers ce livre ?

À travers ce livre, je veux avant tout laisser un témoignage de ce que j'ai vécu. Je veux montrer que derrière chaque personne qui prend le chemin de l'exil, il y a une histoire humaine, avec ses rêves, ses espoirs, ses peurs et ses raisons de partir. Je ne raconte pas ce parcours pour le glorifier, ni pour susciter la pitié. Je le raconte parce que je l'ai vécu et parce que je pense qu'il est important de garder une trace de cette réalité. Et surtout, je voudrais dire à ceux qui envisagent de prendre un chemin aussi dangereux de bien mesurer les risques. Vouloir changer de vie est une chose, mais mettre sa vie en danger en est une autre. Avec le recul, je peux dire que certaines souffrances que j'ai vécues étaient peut-être un prix trop lourd à payer.

B.B.

PARUTION

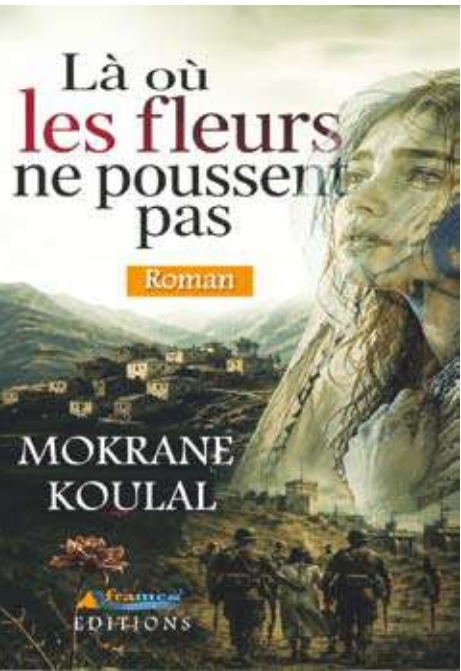
« Là où les fleurs ne poussent pas » de Mokrane Koulal

La parution d'un nouveau roman est une invitation à explorer d'autres univers et à rencontrer d'autres âmes. « Là où les fleurs ne poussent pas », œuvre de Mokrane Koulal publiée aux éditions AFRA-MEG, est justement une immersion profonde dans les tréfonds de l'âme humaine façonnée par la violence, l'absence et une quête incessante de lumière. Le lecteur est happé dès les premières pages par le récit d'une enfance marquée par la tyrannie paternelle. Avec une plume tantôt poétique, tantôt crue, Mokrane Koulal dépeint le quotidien d'une famille prisonnière de la peur et du silence. Le père, Ahmed, figure d'autorité redoutée, règne en maître absolu sur son foyer ; ses paroles sont tranchantes comme des lames et ses gestes laissent des cicatrices indélébiles. La narration, portée par la voix de Malika, une jeune fille, nous plonge dans son univers oppressant, où chaque instant est une lutte pour échapper à la colère de cet homme. Le surnom

d'« Azrayen, l'Ange des Ténèbres », résume à lui seul la place qu'il occupe dans l'imaginaire de ses filles. Mais le roman ne se limite pas à la description d'une violence domestique. Il s'attarde sur ce qu'elle détruit, mais aussi sur ce qu'elle ne parvient pas à anéantir. Il explore, ainsi, avec une finesse remarquable les liens complexes qui unissent les membres d'une famille, même dans l'adversité. La mère, fragile mais profondément protectrice, tente de préserver ses filles comme elle le peut. Les sœurs, Fatma et Zohra, incarnent la solidarité, le soutien mutuel, et la quête d'une échappatoire face à l'horreur. Fatma, Zohra et Malika trouvent les unes auprès des autres une forme de courage. Leurs jeux dans la cour, leurs rêves murmurés et les rares instants de légèreté deviennent des refuges. Dans cet univers pesant, ces moments prennent la valeur de petites fenêtres ouvertes sur un ailleurs possible. L'auteur excelle à dépeindre les non-dits, les silences lourds qui pèsent sur les relations familiales. Les regards fuyants, les soupirs re-

tenus, les non-dits s'accumulent pour former une toile de fond où la souffrance se fait d'autant plus prégnante qu'elle est rarement exprimée. Pourtant, au milieu de cette noirceur, des lueurs d'espoir percent. L'amour fraternel, la solidarité entre voisins, la quête de sens, même dans les moments les plus sombres, réveillent la force indomptable de l'esprit humain. « Là où les fleurs ne poussent pas » est un roman qui bouscule, qui émeut, qui interroge. Mokrane Koulal nous offre une œuvre dense, humaniste, où chaque mot semble pesé, chaque phrase écrite avec soin. Le récit, fluide et profond, nous invite à réfléchir sur la résilience, la quête d'identité, et la capacité de l'être humain à trouver la lumière même dans les endroits les plus sombres. C'est un roman qui marque, qui reste longtemps après la dernière page tournée, une invitation à regarder au-delà des apparences et à comprendre que même là où les fleurs ne poussent pas, la vie trouve toujours un chemin pour renaître.

B.B.



Trait d'esprit

“Sème un acte, tu récolteras une habitude ; sème une habitude, tu récolteras un caractère ; sème un caractère, tu récolteras une destinée.”

Dalaï-lama

Décès du journaliste Hamid Tahri

Les condoléances de la présidence de la République

Hamid Tahri est décédé ce vendredi à l'âge de 76 ans, après une hospitalisation prolongée. Victime d'un grave accident vasculaire cérébral, il a succombé à sa maladie à l'hôpital Mustapha-Pacha d'Alger. Hamid Tahri a débuté sa carrière professionnelle en 1974. Passionné par son métier, il a consacré plus de cinquante ans à informer le public. Son parcours s'est principalement déroulé au quotidien El Moudjahid. De l'éditorial au reportage, il a su s'adapter à différents types d'écrits journalistiques avec élégance et méthode. La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté ses sincères condoléances à sa famille, priant Dieu de l'entourer de Sa miséricorde et d'accorder à ses proches patience et réconfort. Dans un message officiel, elle a salué sa contribution essentielle à la presse écrite nationale. Elle a évoqué son travail au sein d'El Moudjahid, où il a étudié la scène sportive, ainsi que son implication dans les domaines politique, culturel et économique. Sa polyvalence l'a distingué parmi ses pairs. Hamid Tahri s'en va, laissant derrière lui des articles, des portraits, des souvenirs et surtout le témoignage d'une vie entièrement consacrée au journalisme. Une plume s'éteint, mais son encre demeure.

Incendies maîtrisés

La Protection civile reste en alerte

Les services de la Protection civile ont annoncé, hier, la maîtrise totale et l'extinction de l'ensemble des feux de forêts, de maquis et de récoltes enregistrés à travers les wilayas du pays. Cette situation a été obtenue grâce à une forte mobilisation des moyens humains et matériels. Malgré cette maîtrise, les unités de la Protection civile et le dispositif de lutte contre les feux de forêt restent en état d'alerte permanente. Le dispositif comprend les unités opérationnelles, les colonnes mobiles, les détachements régionaux de soutien, ainsi que les moyens aériens et les différents secteurs et instances. Tous sont pleinement mobilisés pour une intervention immédiate afin d'éteindre tout nouvel incendie, dans le but de préserver les vies humaines, les biens et la richesse forestière.

Mawlid Ennabaoui

La Protection civile alerte sur les dangers des produits pyrotechniques

À l'occasion du Mawlid Ennabaoui, la Direction générale de la Protection civile (DGPC) a lancé une campagne de sensibilisation pour éviter les accidents liés à l'utilisation dangereuse des pétards, feux d'artifice et bougies. Il s'agit de protéger surtout les enfants, en expliquant les risques de ces produits. La campagne se déploie dans les mosquées, les places publiques, les points de vente, et sur les réseaux sociaux. La DGPC rappelle aussi les gestes à éviter : ne jamais lancer de produits pyrotechniques vers des personnes, des voitures, des stations-service, des habitations, des hôpitaux ou des forêts. Elle insiste également sur la prudence avec les bougies et les cierges. En cas d'urgence, deux numéros sont à disposition : le 14 (secours) et le 1021 (numéro vert). Une initiative pour que la fête reste synonyme de joie... et de sécurité.

JEUX MÉDITERRANÉENS 2026

L'Algérie U21 frappe un grand coup d'entrée face au Kosovo



L'aventure des Verts a débuté de la plus belle des manières sur la scène internationale. Engagée dans les Jeux méditerranéens de Tarente 2026, la sélection nationale des moins de 21 ans a parfaitement réussi son entrée en lice dans le groupe B en s'offrant une victoire aussi prestigieuse que spectaculaire face à une accrocheuse formation européenne,

le Kosovo. Un succès étriqué mais ô combien précieux acquis au bout du suspense, grâce à une hargne de tous les instants. Sous la houlette de l'entraîneur Brahim Hemdani, les jeunes Algériens ont su imposer leur rythme dès la première période. C'est d'ailleurs le talentueux Benahmed Kohili qui a débloqué la situation pour les Verts en faisant trembler les filets

adverses à la 33^e minute de jeu, concrétisant la domination des siens. Mais la partie était loin d'être pliée face à des Kosovars accrocheurs qui ont su réagir au retour des vestiaires, parvenant à recoller au score à la 76^e minute grâce à une réalisation signée Oniks Grezda. Alors que le spectre d'un partage des points planait sur la pelouse et que le match semblait inexorablement filer vers un nul frustrant, le sursaut d'orgueil est venu du banc et de la défense. Dans le temps additionnel, précisément à la 90^e+1 minute, Housseem Tarzout a endossé le costume de héros providentiel en crucifiant l'adversaire. Son but salvateur a littéralement délivré l'équipe et offert une victoire méritée aux siens. Avec ces trois premiers points en poche, l'Algérie s'affirme d'emblée comme un sérieux prétendant dans ce tournoi méditerranéen.

H. M.

Mawlid Ennabawi 2026 : le mardi 25 août sera chômé et payé

La journée du mardi 25 août 2026, correspondant à la fête du Mawlid Ennabawi, sera chômée et payée pour tous les salariés des secteurs public et privé. Dans un communiqué commun publié hier, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative rappellent que cette décision s'appuie sur la loi n° 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales. Le 12 Rabie El Aouel 1448 de l'Hégire, qui

tombe le 25 août 2026, est donc déclaré jour férié pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les salariés des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus. La mesure concerne aussi les travailleurs payés à l'heure ou à la journée. Les employeurs restent toutefois tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

PÉTROLE ET GAZ SOUS TENSION

Ormuz et les sanctions font flamber les prix

Les cours du pétrole ont fini en hausse hier, poussés par le blocage du détroit d'Ormuz et par la montée des tensions diplomatiques entre Washington et Téhéran.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, a gagné 0,65 % à 94,39 dollars. Sur la semaine, il a progressé d'environ 6,63 %. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate, a pris 0,26 % à 87,06 dollars. « Les événements autour du détroit d'Ormuz restent au centre de l'attention des marchés de l'énergie », car « la situation est dans une impasse », note Barbara Lambrecht, analyste pour Commerzbank. Téhéran continue de verrouiller cette voie maritime stratégique pour le commerce d'hydrocarbures, tandis que les États-Unis maintiennent leur blocus naval contre l'Iran. Le président américain Donald Trump a annoncé mercredi le lancement contre Téhéran de « l'opération économique la plus écrasante jamais entreprise ». Il exige l'arrêt de la contrebande de pétrole, des échanges de devises et des transferts de liquidités. Jeudi, le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a averti sur X que tout pays maintenant un lien avec Téhéran « précipiterait sa propre économie vers les oubliettes ». Les États-Unis doivent préciser lundi le dispositif envisagé. Les analystes craignent de nouvelles sanctions sur les achats de pétrole iranien, ce qui pourrait encore faire monter les



cours du brut. Les opérateurs surveillent aussi de près l'état des réserves mondiales de brut et de produits dérivés. Aux États-Unis, « les stocks d'essence sont 5 % en dessous de la normale pour cette période de l'année », remarque Barbara Lambrecht. Le cours du gaz européen continue aussi de grimper. Le contrat à terme du TTF néerlandais prenait 1,59 % à 66,34 euros le mégawattheure vers 19 H 00 GMT. La situation des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Golfe est encore moins

favorable que celle du pétrole. « Il devient de plus en plus probable que le gouvernement allemand instaurera des dispositifs de soutien pour accélérer les injections de gaz », alors que le pays risque de ne pas atteindre ses objectifs de stockage avant l'hiver, affirme Arne Lohmann Rasmussen de Global Risk Management. Cela pourrait pousser les prix encore plus haut, car cela veut dire qu'il « y aura un acheteur prêt à acheter du gaz quel que soit le prix », précise l'analyste. ■

JM 2026 Handball féminin : L'Algérie bat le Kosovo



La sélection algérienne féminine de handball s'est imposée, hier à Tarente (Italie), devant son homologue du Kosovo sur le score de 35 à 20 (mi-temps : 13-15), en match comptant pour la première journée du tournoi

de handball féminin des Jeux méditerranéens 2026. Le deuxième match de cette première journée oppose l'Italie à la Tunisie ce samedi (20 h 00), alors que la troisième rencontre mettant aux prises la Macédoine du Nord à la Grèce est prévue dimanche. Les handballeuses algériennes joueront leur deuxième match face à l'Italie (lundi 24 août, 19 h 00), avant d'enchaîner face à la Macédoine du Nord (mercredi 26 août, 14 h 00), la Grèce (vendredi 28 août, 16 h 30) et la Tunisie (dimanche 30 août, 14 h 00). Le tournoi de handball féminin des JM-2026 se joue avec une formule de poule unique (mini-championnat), dont les deux premiers se qualifieront pour la finale (médaillon d'or), alors que les troisième et quatrième joueront la finale pour le bronze. Les deux rencontres sont programmées le 1er septembre 2026.